



SERVICE INDUSTRIEL
DE L'AÉRONAUTIQUE
AIA DE CUERS-PIERREFEU

Cahier des clauses techniques particulières

Référence :
CCTP n° 24/005/AIACP/DPI

Version : 0

CCTP pour le ou les sites de ⁽¹⁾ : AB ☐ BR ☐ BX ☐ CF ☐ CP ☒ DS ☐

(1) cocher les cases correspondantes

Objet

Réalisation de diagnostics Techniques de la Construction

Références documentaires éventuelles :

L.4532.2 du Code du Travail - IGI 1300 du 9 août 2021- IM 900 du 15 mars 2021

Résumé

Sur le patrimoine de l'AIA de Cuers Pierrefeu ou son antenne sur la BAN de Hyères, réalisation de diagnostics techniques de la construction :

- Amiante,
- Plomb,
- PEMD,
- HAP.

Entité émettrice : DPI

Mots-clés : Diagnostic, Amiante, Plomb, PEMD, Pollution, Électrique

Visé par

Vérifié par

Approuvé par

Responsable d'Études
D.SABLE

Responsable assurance qualité fournisseurs
M.FEMERY

Sous-Directeur
Gestion Organisation

O.AUBERT

Le 10.12.2024

Le 10/12/2024

13/12/24

Diffusion externe : DMR/Prescripteur/DHA/Conseiller Juridique

Diffusion interne : Sat/DPI

Table des matières

TABLE DES MATIÈRES	2
1. OBJET / CONTEXTE.....	5
2. DOCUMENTS ET TERMINOLOGIE.....	5
2.1. DOCUMENTS GÉNÉRAUX DE RÉFÉRENCE À APPLIQUER	5
2.2. DOCUMENTS APPLICABLES POUR L'AMIANTE.....	5
2.3. DOCUMENTS APPLICABLES POUR LE PLOMB (CREP)	7
2.4. DOCUMENTS APPLICABLES POUR LE DIAGNOSTIC AMIANTE ENROBÉS HAP	7
2.5. DOCUMENTS APPLICABLES POUR LE DIAGNOSTIC PEMD (PRODUIT ÉQUIPEMENT MATÉRIAUX DÉCHET)	7
2.6. TERMINOLOGIE.....	7
3. EXIGENCES DE RÉSULTATS TECHNIQUES.....	8
3.1. PRÉSENTATION DU MATÉRIEL (OU BESOIN) ET DE SON UTILISATION (PROFIL DE VIE / MISSIONS).....	8
3.2. CONNAISSANCE DES LIEUX.....	8
3.3. DIFFÉRENTES MISSIONS DE REPÉRAGE AMIANTE POUVANT ÊTRE COMMANDÉES AU TITULAIRE	9
3.3.1. Mission MAMPCA01 – DIAGNOSTIC / RECHERCHE DE MPCA (DTA).....	9
3.3.2. Mission MAEVA02 – ÉVALUATION DE L'ÉTAT DE CONSERVATION – MISE A JOUR DU DIAGNOSTIC	9
3.3.3. Mission MADIAG03 – DIAGNOSTIC PRÉALABLE AUX TRAVAUX DE MAINTENANCE, DE RÉHABILITATION ET/OU DE DÉMOLITION	9
3.3.4. Mission MAEXAVISU04 – EXAMEN VISUEL APRÈS TRAVAUX.....	9
3.3.5. Mission MAEMP05 – MESURE D'EMPOUSSIÈREMENT.....	9
3.3.6. Modalités d'exécution des prestations de repérage.....	10
3.3.6.1. Conditions de sécurité liées à la nature des locaux	10
3.3.6.2. Visite Préalable	10
3.3.6.3. Prestation de repérage : accessibilité des locaux et des matériaux	10
3.3.6.4. Prestation de repérage : Étendue de la prestation de repérage.....	10
3.3.6.5. Prestation de repérage : Déroulement du repérage.....	11
3.3.6.6. Prestation de repérage : Liste des matériaux devant être repérés	11
3.3.6.7. Prestation de repérage : Obligation de lever de doute.....	12
3.3.7. Modalités d'exécution des prestations de sondages et prélèvements	12
3.3.7.1. Sondages et Prélèvements : Mesures générales de protection	12
3.3.7.2. Sondages et Prélèvements : Méthode de prélèvement.....	12
3.3.7.3. Sondages et Prélèvements : Identification des sondages	12
3.3.7.4. Sondages et Prélèvements : Nombre de prélèvements	12
3.3.8. Modalités d'exécution des prestations de préparation des prélèvements pour analyse.....	13
3.3.8.1. Échantillonnage	13
3.3.8.2. Quantité Prélevée	13
3.3.8.3. Conditionnement et traçabilité.....	13
3.3.9. Modalités d'exécution des prestations d'Examen Visuel après travaux.....	13
3.3.9.1. Méthodologie	14
3.3.9.2. Première Étape Examen Visuel : modalités.....	15
3.3.9.3. Première Étape Examen Visuel : Conditions d'Intervention	15
3.3.9.4. Première Étape Examen Visuel : Définition du Mode Opérateur	15
3.3.9.5. Première Étape Examen Visuel : Procès-Verbal de Visite	16
3.3.9.6. Première Étape Examen Visuel : Constat de la Première Étape d'Examen Visuel.....	16
3.3.9.7. Deuxième Étape Examen Visuel : Modalités	16
3.3.9.8. Deuxième Étape Examen Visuel : Conditions d'Intervention.....	16

6.	EXIGENCES D'ASSURANCE DE LA QUALITÉ	29
6.1.	MANAGEMENT DES RESSOURCES	29
6.1.1.	Ressources humaines (maîtrise des compétences)	29
6.1.2.	Maîtrise des autres ressources (infrastructure, environnement de travail).....	29
6.2.	RÉALISATION DU PRODUIT.....	29
6.2.1.	Détermination et revue des exigences.....	29
6.2.2.	Maîtrise de la conception et du développement (revues, vérifications, validations).....	29
6.3.	MESURES, ANALYSE ET AMÉLIORATION	29
6.3.1.	Surveillance et mesures (audit interne, processus, produit)	29
6.3.2.	Maîtrise du produit ou de la prestation non conforme.....	29
7.	EXIGENCES DE MOYENS (INDUSTRIELS, D'ESSAIS ET CONTRAINTES D'UTILISATION)	29

3.3.9.9.	Deuxième Étape Examen Visuel : Définition du Mode Opérateur	16
3.3.9.10.	Deuxième Étape Examen Visuel : Rapport de l'Examen Visuel après dépose du confinement.....	16
3.3.9.11.	Constat et résultats attendus : Constat d'Examen Visuel des Surfaces Traitées.....	17
3.3.9.12.	Conclusion Générale de l'Examen Visuel.....	18
3.3.9.13.	Positionnement de l'Examen Visuel.....	18
3.3.9.14.	Fiche de Constat d'État des surfaces traitées / Identification de la zone de retrait.....	18
3.3.10.	Contenu et présentation du rapport de diagnostic AMIANTE	19
3.3.10.1.	ONGLET A – Remarques générales, conditions de réalisation et étendue du diagnostic.....	19
3.3.10.2.	ONGLET B – Conclusions du rapport.....	19
3.3.10.3.	ONGLET C – Situations potentiellement dangereuses pour les occupants.....	20
3.3.10.4.	ONGLET D – Réserves.....	20
3.3.10.5.	ONGLET E – Liste des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.....	20
3.3.10.6.	ONGLET F – Fiche d'identification des MPCA et mesures d'assainissement	20
3.3.10.7.	ONGLET G – Plan d'action et démarches nécessaires à l'assainissement.....	21
3.3.10.8.	ONGLET H – Additifs	21
3.4.	DIFFÉRENTES MISSIONS DE DIAGNOSTICS PLOMB POUVANT ÊTRE COMMANDÉES AU TITULAIRE.....	22
3.4.1.	Mission MPB01 – DIAGNOSTIC PLOMB – CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB AVANT TRAVAUX	22
3.4.2.	Contenu du rapport PLOMB.....	23
3.4.2.1.	ONGLET A – Remarques générales, conditions de réalisation et étendue du diagnostic	23
3.4.2.2.	ONGLET B – Conclusions.....	23
3.4.2.3.	ONGLET C – Réserves.....	23
3.5.	MISSION DE DIAGNOSTIC AMIANTE – HAP POUVANT ÊTRE COMMANDÉE AU TITULAIRE.....	23
3.5.1.	Mission MAHAP001 – DIAGNOSTIC AMIANTE HAP	24
3.5.2.	Contenu du rapport AMIANTE HAP.....	24
3.6.	MISSION DE DIAGNOSTIC PEMD POUVANT ÊTRE COMMANDÉE AU TITULAIRE	24
3.6.1.	Mission PEMD.....	24
3.6.2.	Contenu du rapport PEMD	25
4.	EXIGENCES PARTICULIÈRES.....	25
4.1.	EXIGENCES LIÉES AU SITE	25
4.2.	EXIGENCES LIÉES À L'EXÉCUTION DE LA PRESTATION PROPREMENT DITE (OBLIGATIONS CLIENTS / FOURNISSEURS)...	25
4.3.	EXIGENCES CONCERNANT LES MATIÈRES ENTRANT DANS LA RÉALISATION DE LA PRESTATION	25
4.4.	EXIGENCES CONCERNANT LES CONSOMMABLES ET PIÈCES DÉTACHÉES.....	25
4.5.	EXIGENCES CONCERNANT LA LOGISTIQUE.....	25
4.6.	EXIGENCES SST (PLAN DE PRÉVENTION, RISQUES PARTICULIERS, ACCIDENTS DU TRAVAIL, ASSURANCE FOURNISSEUR)	
4.7.	OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE PRÉVENTION PENDANT L'OPÉRATION	26
4.8.	EXIGENCES CONCERNANT LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.....	26
4.9.	EXIGENCES RELATIVES AUX PROTECTIONS DES INFRASTRUCTURES	27
4.10.	EXIGENCES RELATIVES AUX NUISANCES	27
4.11.	EXIGENCES RELATIVES À L'ARRÊT DE LA PRESTATION.....	27
4.12.	SÛRETÉ DE FONCTIONNEMENT - EXIGENCES OPÉRATIONNELLES.....	27
4.13.	CLAUSES DÉFINISSANT LES CONTRAINTES TECHNIQUES	27
4.13.1.	Interfaces.....	27
4.13.2.	Exigences concernant la conception et la réalisation	27
4.13.3.	Exigences concernant la documentation (normes, documentation technique, réglementaire).....	27
4.13.4.	Exigences concernant le matériel contractuel associé à la prestation.....	28
4.14.	EXIGENCES D'ASSURANCE DE RÉSULTATS	28
4.14.1.	Opérations de vérification de la conformité, d'acceptation et de réception des travaux.....	28
4.15.	CONDITION DE LIVRAISON (PRÉPARATION, STOCKAGE, TRANSPORT, MANUTENTION) ET D'EMBALLAGE	28
5.	EXIGENCES DE MANAGEMENT	28
5.1.	EXIGENCES RELATIVES À LA STRUCTURATION DE LA PRESTATION	28
5.1.1.	Management / organisation de la prestation	28
5.1.2.	Organigramme des tâches	28
5.1.3.	Gestion de la configuration (maîtrise des évolutions et des modifications).....	28
5.1.4.	Protection de la prestation (sécurité défense, sécurité des systèmes d'information)	28
5.1.5.	Système de management de la qualité	28

1. OBJET / CONTEXTE

Le présent marché a pour objet de répondre aux différentes obligations réglementaires des propriétaires d'immeubles bâtis en cas de travaux de maintenance, de réhabilitation et/ou de démolition ainsi que la réalisation de dossiers techniques amiante des bâtiments (ou des composants) et des sites (ou immeubles).

Les lieux des prestations sont prévus sur les emprises militaires relevant du périmètre géographique de l'établissement de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu (AIA CP) - incluant l'antenne SIAé située dans l'emprise de la BAN de Hyères.

2. DOCUMENTS ET TERMINOLOGIE

2.1. Documents généraux de référence à appliquer

- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense et son guide d'accompagnement.
- CAC / PRS, cahier des clauses administratives communes, applicables aux prestations réalisées sur le site de l'AIA CP (document annexé au contrat).
- Code du travail.
- Code de l'environnement - livre V- titre 1/parties législatives et réglementaires et textes associés applicables (décrets, arrêtés, circulaires).
- Les normes françaises (NFP 99.600 Guide procédure de consultation).
- Le Code de la Commande Publique (CCP), en particulier sur les dispositions applicables à la maîtrise d'ouvrage publique et ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, issues de la loi 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique (2ème partie – livre IV).
- Code de la Construction et de l'Habitation (CCH).
- Code Civil, articles 1792 et suivants relatifs à la garantie décennale des constructeurs.
- Code des Assurances, article L. 241-1, relatif à l'obligation d'assurance.
- Instruction N°1016/SID relative à l'organisation de la MOA pour les opérations d'infrastructure de la Défense.
- IGI 1300 du 13/11/2020 relative à la protection du secret de la défense nationale.
- IM 900/ARM/CAB/NP du 15/03/2021 relative à la protection du secret des informations diffusion restreinte et sensible au MINARM.

2.2. Documents applicables pour l'Amiante

L'ensemble des travaux et prestations, objet du présent CCTP, doit être réalisé selon les règles de l'art. Les produits, fournitures et prestations doivent être conformes aux normes françaises et CE, aux avis techniques, aux réglementations en vigueur et en particulier :

CODES & LOIS

DATES	NATURE DES TEXTES	OBJETS DES TEXTES
Permanent	Code de la Construction et de l'Habitation	Articles L271-4 à L271-6 et R271-1 à R271-5
08/06/2005	Ordonnance 2005-655	Relative au logement et à la construction
24/03/2014	Loi 2014-366	Pour l'accès au logement et un urbanisme rénové
13/07/2006	Loi 2006-872	Portant engagement national pour le logement
21/12/2006	Décret 2006-1653	Relatif aux durées de validité des documents constituant le dossier de diagnostic technique et modifiant le CCH
05/09/2006	Décret 2006-1114	Relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le CCH et le CSP

TEXTES RÉGLEMENTAIRES

DATES	NATURE DES TEXTES	OBJETS DES TEXTES
22/07/2021	Arrêté	Relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité.
17/12/2020	Décret n°2020-1609	Relatif au diagnostic
23/01/2020	Arrêté	Modifiant l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.
09/05/2017	Décret 2017-899	Relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations
07/04/2016	Ordonnance 2016-413	Relative au contrôle du droit du travail : élargissement du champ d'application de l'arrêt de travaux amiante par décision administrative de l'inspecteur du travail (application depuis le 1er/07/2016)
25/04/2016	Décret 2016-510	Relatif au contrôle de l'application du droit du travail
15/02/2016	Arrêté	Relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux
29/06/2015	Décret 2015-789	Relatif aux risques d'exposition à l'amiante (modification du décret du 4 mai 2012) : les niveaux de risques indépendants des facteurs de protection des EPI et des VLEP
16/07/2019	Arrêté	Relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis, code de la santé publique chapitre VI section 2 – articles R1337-2 à R1337-5
21/11/2006	Arrêté	Relatif aux critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic

		amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certifications
23/02/2012	Arrêté	Définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante
01/06/2015	Arrêté	Relatif aux Modalités de transmission au préfet des rapports de repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante
14/12/2012	Arrêté	Fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant rectifié
30/05/2018	Arrêté	Relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoissièrement
20/04/2015	Arrêté	Modifiant : - l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante - l'arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant
16/07/2014	Décret 2014-802	Portant abrogation du titre « Amiante » du règlement général des industries extractives
16/07/2014	Arrêté	Abrogeant certaines dispositions relatives à l'amiante dans les industries extractives
29/05/2009	Arrêté	Relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »)
11/10/2013	Décret 2013-915	Relatif aux travaux interdits et réglementés pour les jeunes âgés de moins de 18 ans
5/07/2013	Décret 2013-594	Relatif aux risques d'exposition à l'amiante (Modification du décret du 4 mai 2012)
26/06/2013	Arrêté	Relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et contenu du rapport de repérage
8/04/2013	Arrêté	Relatif aux règles, techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collectifs à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
21/12/2012	Arrêté	Relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du dossier technique amiante
25/07/2022	Arrêté	Fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant et les conditions d'accréditation des organismes certificateurs.
12/12/2012	Arrêté	Relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
12/12/2012	Arrêté	Relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que du contenu du rapport de repérage
14/08/2012	Arrêté	Relatif aux conditions de mesures d'empoissièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle (VLEP) aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à des mesurages
4/05/2012	Décret 2012-639	Relatif aux risques d'exposition à l'amiante
23/02/2012	Arrêté	Définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante modifié par l'arrêté du 23/09/2015
31/05/2011	Décret 2011-610	Relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiment
19/08/2011	Arrêté	Relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoissièrement dans l'air des immeubles bâtis
19/08/2011	Arrêté	Relatif aux conditions d'accréditation des organismes procédant aux mesures d'empoissièrement en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis
3/06/2011	Décret 2011-629	Relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis
25/08/2006	Décret 2006-1072	Relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires)
30/06/2006	Décret 2006-761	relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et modifiant le code du travail (deuxième partie – Décrets du Conseil d'État)
21/05/2003	Décret 2003-462	Relatif aux dispositions réglementaires des parties I, II et III du code de la santé publique
24/12/1996	Décret 96-1133	Relatif à l'interdiction de l'amiante à partir du 1er janvier 1997, pris en application du code du travail et du code de la consommation « modifié par décret n° 2001-1316 du 27 décembre 2001 et décret n° 2002-1528 du 24 décembre 2002 »

NORMES ET GUIDES – TEXTES DE RÉFÉRENCES

DATES	NATURE DES TEXTES	OBJETS DES TEXTES
Permanent	INRS – Base Scolamiante	Base de données en ligne recensant les niveaux d'empoissièrement de processus selon les activités en SS3/SS4. Application pour faire l'évaluation du niveau d'empoissièrement du processus
19/01/2017	Note DGT	Relative au cadre juridique applicable aux opérations sur des matériaux contenant de l'amiante (prolongement instruction DGT du 24/11/2014)
8/12/2016	Note DGT	Concernant l'instruction DGT/CT2/2015-238 d'application du décret du 29/06/2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
juillet 2015	INRS	NS 336 : Campagne de détermination des Facteurs de Protection Assignés des appareils de protection respiratoire utilisés en chantier de désamiantage. Cas des appareils de protection respiratoire à adduction d'air.
janvier 2016	INRS	NS 341 : Campagne INRS pour la détermination des facteurs de protection assignés des appareils de protection respiratoire utilisés en chantier de désamiantage.
4/03/2015	Note DGT	Portant diffusion d'une version actualisée des deux logigrammes clarifiant la frontière entre la sous-section 3 (retrait ou encapsulage) et la sous-section 4 (interventions sur matériaux amiantés) et faciliter le classement des opérations exposant à l'amiante : - 1er logigramme = immeubles par nature ou par destination - 2nd logigramme = installations et équipements industriels, matériels de transport ou autres articles
12/12/2014	Instruction DGT	Guide éclaircissant les préventeurs et les médecins du travail afin de leur apporter les outils nécessaires à la pratique des entreprises en matière d'amiante
08/24	Norme NF X 46-010 Norme NF X 46-011 GA X 46-033	Travaux de traitement de l'amiante Référentiel technique Modalités d'attribution et de suivi des certificats des entreprises Guide d'application
	Norme NF X 43-050 Norme NF X 43-269	Qualité de l'air, détermination de la concentration en fibre d'amiante Qualité de l'air, air des lieux de travail
24/11/2014	Instruction DGT	Relative au cadre juridique applicable aux opérations portant sur des matériaux contenant de l'amiante. Cette note clarifie certaines positions juridiques du décret 2012-139 du 4/05/2012
juin 2013	INRS	NT1 : Amiante : recommandations pour vérifier le respect de la VLEP
15/05/2013	Circulaire	Portant instruction sur la gestion des risques sanitaires liés à l'amiante
25/09/2021	NF X46-021	Examen visuel des surfaces traitées après travaux de retrait des matériaux et produits contenant de l'amiante
06/01/2012	Instruction	n°500052/DEF/SGA/DCSID relative au maintien en condition du patrimoine et son guide de surveillance technique du 18/10/2013
Août 2009	GA X46 – 034	Guide d'application de la norme NF X 46-020 : 2008 pour la réalisation des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis dans le cadre de la mission vente
8/06/2009	Instruction	N° 008298/DEF/SGA/DMPA/SDP/ENV relative à la gestion des déchets contenant de l'amiante
05/08/2017	NF X46-020	Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis + guide d'application
Septembre 2007	NF EN ISO 16000-7	Air intérieur : partie 7 - stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air

14/06/2006	Circulaire	CIRCULAIRE INTERMINISTÉRIELLE N° DGS/2006/271 – 2006-48 UHC/QC1 relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
------------	------------	---

2.3. Documents applicables pour le Plomb (CREP)

L'ensemble des travaux et prestations, objet du présent CCTP, doit être réalisé selon les règles de l'art. Les produits, fournitures et prestations doivent être conformes aux normes françaises et CE, aux avis techniques, aux réglementations en vigueur et en particulier :

CODES & LOIS

DATES	NATURE DES TEXTES	OBJETS DES TEXTES
Permanent	Code de la construction et de l'habitation (CCH)	Articles L271-4 à L271-6 et R271-1 à R271-5 et L1334.5 et L 1334-6 (plomb)
8/06/2005	Ordonnance 2005-655	Relative au logement et à la construction
24/03/2014	Loi 2014-366	Pour l'accès au logement et un urbanisme rénové
13/07/2006	Loi 2006-872	Portant engagement national pour le logement
13/11/2008	Décret 2008-1175	Relatif aux durées de validité des documents constituant le dossier de diagnostic technique et modifiant le CCH
21/12/2006	Décret 2006-1653	Relatif aux durées de validité des documents constituant le dossier de diagnostic technique et modifiant le CCH
5/09/2006	Décret 2006-1114	Relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le CCH et le CSP

TEXTES RÉGLEMENTAIRES

DATES	NATURE DES TEXTES	OBJETS DES TEXTES
Permanent	Code de la santé publique (CSP)	Articles L. 1334-1 à L. 1334-12 et R1334-1 à R.1334-13
15/12/2009	Arrêté	Relatif aux contrôles du respect des valeurs limites biologiques fixées à l'article R. 4412-152 du code du travail pour les travailleurs exposés au plomb et à ses composés et aux conditions d'accréditation des laboratoires chargés des analyses
19/08/2011	Arrêté	Relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures
19/08/2011	Arrêté	Relatif au risque de constat de risque d'exposition au plomb
12/05/2009	Arrêté	Relatif au contrôle des travaux en présence de plomb réalisés en application de l'article L. 1334-2 du CSP
02/07/2018	Arrêté	Définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.
25/04/2006	Décret n° 2006-474	Relatif à la lutte contre le saturnisme et modifiant les articles R. 1334-1 à R. 1334-13 du code de la santé publique (dispositions réglementaires)
25/04/2006	Arrêté	Relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un constat de risque d'exposition au plomb
27/06/2006	Arrêté	Relatif à l'application des articles R112-2 à R112-4 du CCH

NORMES ET GUIDES – TEXTES DE RÉFÉRENCES

DATES	NATURE DES TEXTES	OBJETS DES TEXTES
Janvier 2004	Norme NF P41-021	Repérage du plomb dans les réseaux intérieurs de distribution d'eau potable
Avril 2008	Norme NF X46-030	Diagnostic plomb - Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition
Avril 2008	Norme NF X46-031	Diagnostic plomb – Analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb
Avril 2008	Norme NF X46-032	Diagnostic plomb – Méthodologie de mesure du plomb dans les poussières au sol
10/02/2004	Circulaire	Relative aux appareils portables à fluorescence X utilisés pour la détection du plomb dans les peintures.

2.4. Documents applicables pour le diagnostic AMIANTE ENROBÉS HAP

RÉGLEMENTATIONS

DATES	NATURE DES TEXTES	OBJETS DES TEXTES
Permanent	Code du Travail	Articles L.4412-2, R.4412-59 à R.4412-93 et R.4412-97 à R.4412-97-6, R.4412-148
Permanent	Code de l'Environnement	Articles R.541-8 et R.541-10
Permanent	Directive 2008/98/CE	Relative aux déchets
Permanent	Guide	Guide d'aide à la caractérisation des enrobés bitumineux (Comité de Pilotage national « Travaux Routiers □ Risques Professionnels »).

2.5. Documents applicables pour le diagnostic PEMD (Produit Équipement Matériaux Déchet)

RÉGLEMENTATIONS

DATES	NATURE DES TEXTES	OBJETS DES TEXTES
26/03/23	Arrêté	Relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et déchets (diagnostic PEMD)

2.6. Terminologie

ACRONYME	DÉSIGNATION
AIACP	Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu
A / N / R	A : Amiante / N : Pas d'Amiante / R : Retiré
ACT	Assistance à la Passation des Contrats de Travaux
APD	Avant-Projet Définitif
APS	Avant-Projet Sommaire

AVP	Avant-Projet
CAC / PRS	Cahier des Clauses Administratives Communes applicables aux Prestations Réalisées sur le Site de l'AIACP (et son antenne de Hyères)
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CCAP	Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCTP	Cahier des Clauses Techniques Particulières
CEE	Certificat d'Économie d'Énergie
CERFA	Centre d'Enregistrement et de Révision des Formulaires Administratifs
CF	Coupe-Feu
CPE	Chargé de Protection de l'Environnement
CREP	Constat des Risques d'Exposition au Plomb
CSPS	Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé
CT	Contrôle(ur) Technique
CTA	Centrale de Traitement de l'Aire
DAAD	Diagnostic Amiante Avant Démolition
DAAT	Diagnostic Amiante Avant Travaux
DCE	Dossier de Consultation des Entreprises
DIUO	Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage
DMR	Département Maîtrise des Risques
DOE	Dossier des Ouvrages Exécutés
DPI	Département Projet Infra
DTA	Dossier Technique Amiante
DTU	Dossier Technique Unifié
EPI	Équipement de Protection Individuel
ES	Étude de Site
ETU	Étude
EU / EP / AEP / EV	EU : Eaux Usées / EP - AEP : Adduction Eau Potable / EV : Eaux Vannes
FDS	Fiche de Données de Sécurité
FED	Fiche Examen de Document
GES	Gaz à Effet de Serre
GPA	Garantie de Parfait Achèvement
HAP	Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques
HT / BT	Haute Tension / Basse Tension
ICP	Instruction de Conduite de Processus
ICPE	Installation Classée Protection de l'Environnement
MOCP	Microscopie Optique en Contraste de Phase
MPCA	Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante
PC	Permis de Construire
PDR	Plan de Retrait
PEMD	Produits Équipements Matériaux Déchets
PGC	Plan Général de Coordination
PGC	Principe Généraux de Construction
PMR	Personne à Mobilité Réduite
PRO	Projet
PV	Procès-verbal
RAAT	Repérage Amiante Avant Travaux
RFCT	Rapport Final de Contrôle Technique
RIA	Réseau d'Eau Incendie Armé
RICT	Rapport Initial de Contrôle Technique
RT	Réglementation Thermique
RTAIA	Responsable Technique de l'AIACP nommément désigné
RVRAT	Rapport de Vérifications Réglementaires Avant Travaux
SST	Santé et Sécurité au Travail
SUI	Suivi
TGBT	Tableau Général Basse Tension

3. EXIGENCES DE RÉSULTATS TECHNIQUES

3.1. Présentation du matériel (ou besoin) et de son utilisation (profil de vie / missions)

Ce présent marché a pour objet la réalisation de diagnostic(s) technique(s) immobilier(s) sur les emprises militaires relevant du périmètre géographique de l'établissement de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu (AIACP) - incluant l'antenne SIAé située dans l'emprise de la BAN de Hyères.

⇒ Cf § 1. OBJET / CONTEXTE

3.2. Connaissance des lieux

Le fait d'avoir soumissionné suppose que le titulaire a obtenu tous les renseignements nécessaires à la parfaite réalisation de ses prestations, qu'il a visité les lieux, et qu'il s'engage à exécuter ses ouvrages dans les règles de l'art, et ce, sans jamais pouvoir prétendre à aucun supplément sur les prix convenus qui ne seraient et pourraient d'ailleurs pas être

financés. Il ne saurait se prévaloir ultérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante du site, nature de l'ouvrage, moyen d'accès, conditions en relation avec l'exécution de ses prestations.

L'entreprise est tenue de procéder à une vérification approfondie des documents qui lui seront remis en vue de l'établissement de ses prix unitaires et de signaler, le cas échéant, à l'acheteur de l'AIACP qui lui a été défini, les erreurs, contradictions ou omissions qu'il pourrait constater et ceci pendant la période d'étude et d'établissement de sa proposition technique et financière ; en tout état de cause jamais après la remise de celle-ci.

3.3. Différentes missions de repérage AMIANTE pouvant être commandées au titulaire

RAPPEL :

*L'amiante est un matériau naturel dont les fibres ne sont pas visibles à l'œil nu.
Son exposition peut entraîner un risque de cancer ou de maladie pulmonaire chronique.
Très bon isolant à bas prix, apprécié pour ses propriétés thermiques, phoniques, protection incendie, l'amiante a été intégré à la composition de nombreux matériaux et produits de construction. Interdit en France depuis 1997.*

*La réalisation du DAAT et du DAAD permet d'identifier et d'évaluer la présence d'amiante dans un bien immobilier.
Il sert à protéger les artisans qui peuvent être soumis à l'inhalation des fibres d'amiante lors de la rénovation ou de la démolition.*

Le diagnostic amiante est obligatoire pour tout bâtiment dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997.

3.3.1. Mission MAMPCA01 – DIAGNOSTIC / RECHERCHE DE MPCA (DTA)

Diagnostic permettant au propriétaire de connaître les risques liés à la présence d'amiante pour les usagers de son bâtiment lors d'une occupation normale des locaux ou lors de travaux de maintenance.

Le repérage porte sur tous les matériaux et installations fixes susceptibles de contenir de l'amiante faiblement agglomérée ou non, accessibles sans devoir procéder à des sondages destructifs.

Sont inclus tous les matériaux auxquels on peut accéder par démontage, y compris dans les installations fixes.

NB : Les missions de repérages effectuées au titre de ce marché pourront aussi être réalisées de façon ponctuelle dans le cadre de constitution de dossiers techniques amiante (DTA) lorsque ces derniers ne seront pas prévus dans d'autres marchés existants.

3.3.2. Mission MAEVA02 – ÉVALUATION DE L'ÉTAT DE CONSERVATION – MISE A JOUR DU DIAGNOSTIC

Diagnostic permettant d'observer, sur la base des rapports édités précédemment, l'état de conservation des MPCA. Ce diagnostic donne lieu à un rapport complémentaire annexé au DTA existant.

Sur la base du dernier diagnostic effectué, l'expert procède à une nouvelle évaluation du risque et de l'urgence d'assainir pour les MPCA concernés. Il indique les matériaux, locaux ou installations qui ont été assainis (amiante retiré) en précisant la date de l'assainissement et l'entreprise ayant effectué celui-ci. Il indique également quels sont les MPCA qui auraient dû être assainis et qui ne l'ont pas été.

Les MPCA qui ont été retirés ne disparaissent pas du diagnostic mais prennent le statut « retiré » (R).

3.3.3. Mission MADIAG03 – DIAGNOSTIC PRÉALABLE AUX TRAVAUX DE MAINTENANCE, DE RÉHABILITATION ET/OU DE DÉMOLITION

Diagnostic permettant au propriétaire d'informer les entreprises devant procéder à des travaux de réhabilitation ou de démolition dans son bâtiment, des risques liés à la présence d'amiante.

Il lui permet également de déterminer s'il doit faire appel à une entreprise spécialisée pour assainir certaines parties de son bâtiment.

Le repérage porte sur tous les matériaux et installations fixes susceptibles de contenir de l'amiante faiblement agglomérée ou non (= matériaux liste C), en procédant à des sondages destructifs si nécessaire.

Le diagnostic peut aussi porter sur les déchets issus des travaux de démolition conformément au Code de Construction et de l'Habitat et au décret 2011-610 du 31 mai 2011.

3.3.4. Mission MAEXAVISU04 – EXAMEN VISUEL APRÈS TRAVAUX

Diagnostic effectué dans le cadre du processus de désamiantage, l'examen visuel des surfaces traitées après travaux se présente comme étant un élément clé du processus de restitution de tout ou parties d'un immeuble bâti au donneur d'ordre. (Voir détail de la mission au § 3.3.9 Modalités d'exécution des prestations d'Examen Visuel après travaux)

3.3.5. Mission MAEMP05 – MESURE D'EMPOUSSIÈREMENT

Diagnostic visant à évaluer la présence ou non de fibre dans l'air au sein, ou à proximité, d'un local en utilisation normale, et/ou lors de travaux de retrait, de confinement de MPCA. Ce diagnostic établit également le nombre de fibre / litre détecté.

3.3.6. Modalités d'exécution des prestations de repérage

3.3.6.1. Conditions de sécurité liées à la nature des locaux

Le donneur d'ordre informe l'expert sur les règles de sécurité à observer liées à la nature des locaux et aux activités qui s'y déroulent.

Le donneur d'ordre ou son représentant prend, à la demande de l'expert, les dispositions pour faire évacuer temporairement les locaux si les investigations de celui-ci les requièrent. Dans ce cas, l'expert définit les dispositions utiles à la restitution des locaux pour une réintégration dans des conditions de sécurité satisfaisantes.

3.3.6.2. Visite Préalable

Le titulaire vérifiera les documents mis à disposition par le maître d'œuvre et prendra connaissance du site.

Il consultera dans la mesure du possible les dates de construction, de restructuration ou de rénovation, les plans ou tout autre document relatif à sa mission. Si des rapports précédents ont été effectués, le donneur d'ordre lui fournira au titulaire qui effectuera une analyse critique de ces documents. Il veillera à la cohérence de ces recherches et au recollement des résultats (notamment, il n'effectuera pas de prélèvements sur des matériaux précédemment analysés et indiquera, dans son rapport, l'existence de tous les matériaux ou produits contenant de l'amiante déjà repérés dans les rapports joints, principe rendu obligatoire par l'arrêté du 12 décembre 2012 lors de la réalisation de repérage en vue du DTA mais à appliquer aux repérages avant travaux). Dans tous les cas, le donneur d'ordre doit permettre, sur demande de l'expert d'effectuer une reconnaissance préalable du bâtiment visé par le diagnostic. Il s'engage alors à laisser le libre accès à toutes les parties du bâtiment.

En cas de diagnostic devant être effectué dans des locaux présentant des dangers particuliers, le donneur d'ordre procède, avec l'expert, à une évaluation des risques et prend les mesures nécessaires.

L'expert doit :

- Analyser les documents fournis par le donneur d'ordre afin de préparer son intervention,
- Réunir les informations nécessaires à l'établissement de son diagnostic conformément aux exigences de ce document,
- Planifier une visite systématique des locaux et vérifier que les moyens mis à disposition par le donneur d'ordre permettent l'accès à tous les locaux, matériaux et installations à diagnostiquer.

3.3.6.3. Prestation de repérage : accessibilité des locaux et des matériaux

Le donneur d'ordre prend toutes les mesures nécessaires pour permettre à l'expert l'accès à tous les locaux devant être expertisés.

Il désignera, si nécessaire, un représentant connaissant les lieux et pouvant accéder à ceux-ci (clefs, codes, etc.).

Le titulaire respectera les conditions d'accès, heures d'ouverture et règlement intérieur du site. Les visites pourront se dérouler pendant les heures normales d'ouverture, sous réserve qu'elles n'entraînent pas de nuisances susceptibles d'empêcher l'usage des locaux et le travail des usagers.

Pour les locaux pour lesquels des installations présentent des dangers particuliers (ascenseur, installation électrique etc.) ou pour lesquelles des connaissances particulières sont nécessaires (permis d'utilisation d'engin de levage par exemple), le donneur d'ordre s'assure qu'une personne dûment habilitée est présente pour veiller à la sécurité de l'expert et pour intervenir sur les installations présentant un danger.

L'expert est tenu de fournir les moyens nécessaires pour accéder aux matériaux et installations (escabeau, échelle, échafaudage, nacelle etc.). Il est également tenu de fournir l'ensemble de l'outillage nécessaire pour le démontage des parties cachées démontables (cache, plaques, faux plafond, etc.) susceptibles d'empêcher l'inspection.

Il fournira la liste des matériels et outillages nécessaires aux prélèvements, en lien avec le préventionniste de l'opération. Il devra en outre se conformer aux différentes règles d'utilisation.

La visite de tous les locaux devant être expertisés est obligatoire.

L'expert signale par écrit au donneur d'ordre ou à son représentant, les locaux et parties d'installations inaccessibles.

Dans le cas d'un bâtiment dans lequel plusieurs locaux semblent identiques, on effectue obligatoirement un contrôle visuel de chacun afin de s'en assurer et on procède à un échantillonnage représentatif des matériaux qui s'y trouvent.

Le donneur d'ordre informe les utilisateurs (locataires, copropriétaires, exploitants etc.) de l'intervention qui sera réalisée dans les locaux, et organise leur présence si nécessaire.

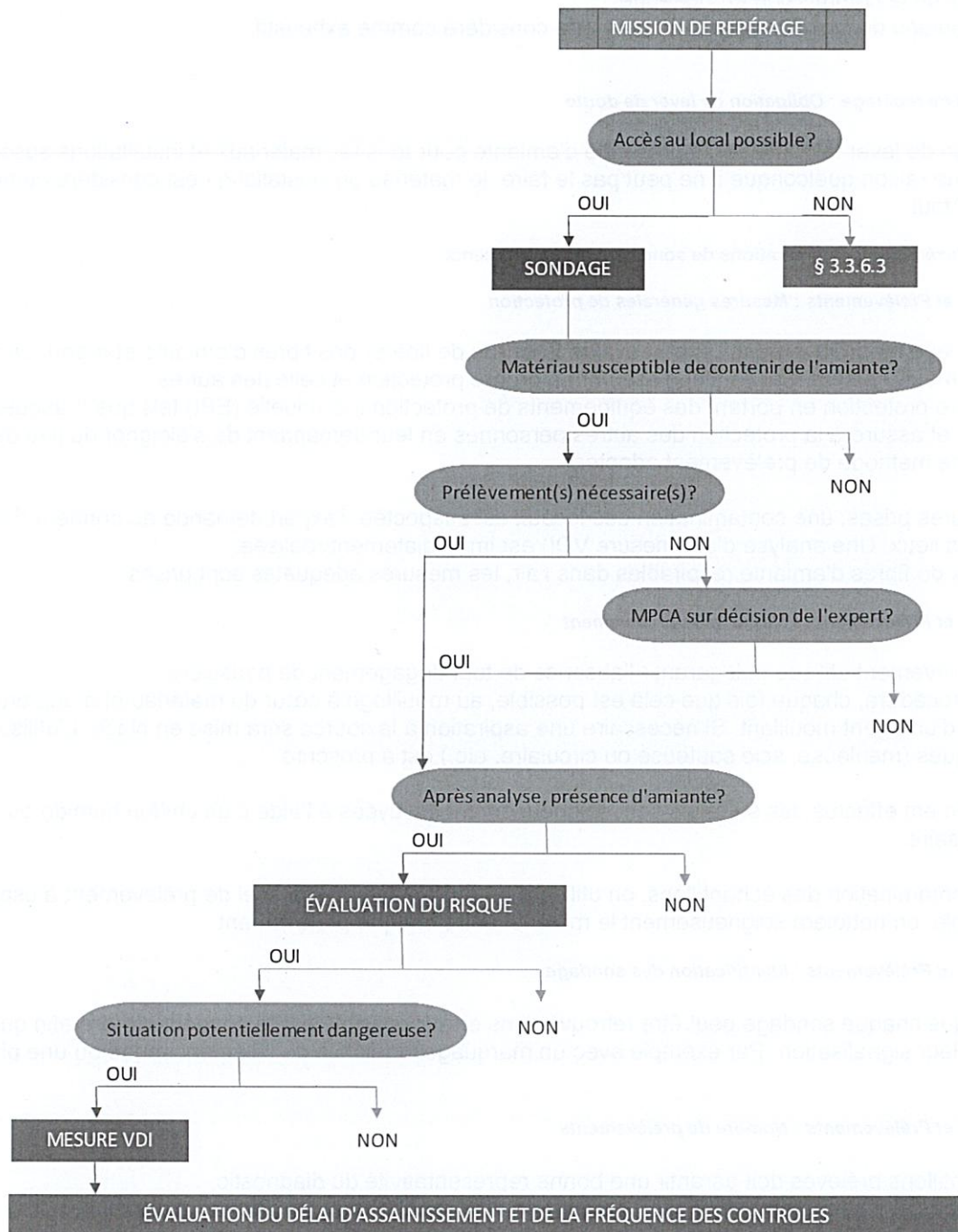
3.3.6.4. Prestation de repérage : Étendue de la prestation de repérage

En cas de diagnostic partiel d'un bâtiment, l'expert indique clairement les limites spatiales du repérage.

Cependant, il ne peut en aucun cas y avoir de limite sur le type de matériau à repérer ni de diagnostic partiel d'un même local. L'expert doit mentionner dans le rapport de mission de repérage les zones auxquelles il n'a pas pu accéder et indiquer les raisons qui ont empêché de mener le repérage à son terme.

3.3.6.5. Prestation de repérage : Déroulement du repérage

Afin de s'assurer de ne pas manquer certains matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, l'expert effectue une visite systématique de tous les locaux du bâtiment, il se référera, pour ce faire au mode opératoire ci-après.



3.3.6.6. Prestation de repérage : Liste des matériaux devant être repérés

Les matériaux devant être recherchés sont ceux qui correspondent, selon le type de diagnostic demandé, aux listes A, B ou C. L'expert a pour tâche d'élaborer sa propre liste de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, qu'il maintiendra à jour en fonction des connaissances acquises lors de formations et par son expérience terrain.

Il se basera également sur des documents déjà existants tels que :

- Annexe A de la norme française NFX 46-020,
- Documents du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment CSTB français,
- Documents de l'Institut National de Recherche et de Sécurité française INRS,
- Documents des Caisses Régionales d'Assurance Maladie CRAM françaises,
- Documents de la commission européenne.

En aucun cas le contenu de ces documents ne peut être considéré comme exhaustif.

3.3.6.7. Prestation de repérage : Obligation de lever de doute

L'expert a obligation de lever le doute sur la présence d'amiante pour tous les matériaux et installations susceptibles d'en contenir. Si pour une raison quelconque il ne peut pas le faire, le matériau ou l'installation est considéré comme contenant de l'amiante par défaut.

3.3.7. Modalités d'exécution des prestations de sondages et prélèvements

3.3.7.1. Sondages et Prélèvements : Mesures générales de protection

Avant chaque sondage ou prélèvement, l'expert évalue le risque de libérer des fibres d'amiante et prend, en fonction de celui-ci, toutes les mesures nécessaires afin d'assurer sa propre protection et celle des autres. Il assurera sa propre protection en portant des équipements de protection individuelle (EPI) tels que masques, gants, combinaisons, etc. et assurera la protection des autres personnes en leur demandant de s'éloigner du lieu de prélèvement, et en employant une méthode de prélèvement adaptée.

Si malgré les mesures prises, une contamination des locaux est suspectée, l'expert demande au donneur d'ordre par mail de faire évacuer les lieux. Une analyse d'air (mesure VDI) est immédiatement réalisée. En fonction du taux de fibres d'amiante respirables dans l'air, les mesures adéquates sont prises.

3.3.7.2. Sondages et Prélèvements : Méthode de prélèvement

La méthode de prélèvement utilisée doit garantir l'absence de tout dégagement de poussière. Pour ce faire, on procédera, chaque fois que cela est possible, au mouillage à cœur du matériau et à une brumisation de sa surface à l'aide d'un agent mouillant. Si nécessaire une aspiration à la source sera mise en place. L'utilisation d'appareils électriques (meuleuse, scie sauteuse ou circulaire, etc.) est à proscrire.

Une fois le prélèvement effectué, les surfaces sont soigneusement essuyées à l'aide d'un chiffon humide ou aspirées puis encollées si nécessaire.

Afin d'éviter une contamination des échantillons, on utilisera de préférence du matériel de prélèvement à usage unique. Si ce n'est pas possible, on nettoiera soigneusement le matériel entre chaque prélèvement.

3.3.7.3. Sondages et Prélèvements : Identification des sondages

L'expert s'assure que chaque sondage peut être retrouvé sans erreur possible par le donneur d'ordre afin que ce dernier puisse procéder à leur signalisation. Par exemple avec un marquage indélébile de l'élément sondé ou une photo univoque de l'élément.

3.3.7.4. Sondages et Prélèvements : Nombre de prélèvements

Le nombre d'échantillons prélevés doit garantir une bonne représentativité du diagnostic. Pour les faux plafonds et les revêtements de sol ; l'expert peut se reporter aux tableaux ci-après. S'il estime que le nombre d'échantillons n'est pas représentatif (exemple : refus du donneur d'ordre qu'un nombre suffisant de prélèvements soit effectué), le matériau est considéré comme contenant de l'amiante par défaut.

Ces tableaux donnés à titre indicatif permettent de calculer le nombre de prélèvements minimum à effectuer sur les faux plafonds, ou sur les sols, en fonction de leur surface et du nombre de locaux dans lesquels on trouve ces matériaux. Si l'on peut distinguer plusieurs types de faux plafond ou de sol, on traite chaque type distinctement, et on prélève, pour chacun, le nombre d'échantillons indiqué sur le tableau.

Ce nombre correspond au nombre total d'échantillons à prélever du même matériau ; les prélèvements sont répartis sur l'ensemble des locaux de la manière la plus uniforme possible.

POUR LES FAUX-PLAFONDS

SURFACE LOCAL	NOMBRE DE LOCAUX						
	1	2 < X < 4	5 < X < 8	9 < X < 12	13 < X < 16	17 < X < 20	> à 20 => Par lot de 5 locaux sup
< À 25 m ²	1	2	3	4	5	6	+ 1 prélèvement
25 m ² < x < 50 m ²	2	3	5	7	9	11	+ 2 prélèvements
50 m ² < x < 100 m ²	3	6	9	12	15	18	+ 3 prélèvements
Dès 100 m ² par 100m ²	1	1	1	1	1	1	+ 1 prélèvement / 100 m ²

POUR LES SOLS

SURFACE LOCAL	NOMBRE DE LOCAUX						
	1	2 < X < 4	5 < X < 8	9 < X < 12	13 < X < 16	17 < X < 20	> à 20 => Par lot de 5 locaux sup
< À 100 m ²	1	2	2	3	3	3	+ 1 prélèvement
Dès 100m ² par 100m ²	+1	+1	+1	+1	+1	+1	+ 1 prélèvement / 200m ²

Si un prélèvement révèle la présence de plusieurs matériaux (dalle de sol + colle + ragréage), il est prélevé un échantillon par matériaux.

3.3.8. Modalités d'exécution des prestations de préparation des prélèvements pour analyse**3.3.8.1. Échantillonnage**

Dans le cas où le sondage révèle la présence de plusieurs matériaux (exemple : dalle de sol + colle + ragréage), il est prélevé un échantillon par matériau, identifié et conditionné séparément.

3.3.8.2. Quantité Prélevée

La quantité prélevée sera suffisante pour permettre une description macroscopique de l'échantillon et un archivage par le laboratoire d'analyse. Soit au minimum 10g et 10cm² mais au maximum 100g et 100cm².

3.3.8.3. Conditionnement et traçabilité

Chaque échantillon sera conditionné séparément dans un double emballage, de manière à garantir une étanchéité parfaite durant son transport.

Sur chaque emballage est indiqué, de manière indélébile :

- Le numéro d'identification unique,
- Une description de l'échantillon (type de matériau, couleur, texture, fonction, etc.),
- Un signallement « attention contient de l'amiante » (autocollant),

Sur une feuille récapitulative sont indiqués :

- Les coordonnées de l'expéditeur,
- Le nombre total d'échantillons,
- La date d'envoi,
- La liste des échantillons avec leur numéro d'identification,
- Toute autre indication utile au laboratoire pour effectuer les analyses.

Les documents fournis au laboratoire seront établis de manière à ce qu'aucune confusion ne soit possibles.

3.3.9. Modalités d'exécution des prestations d'Examen Visuel après travaux

Dans le cadre du processus de désamiantage, l'examen visuel des surfaces traitées après travaux se présente comme étant un élément clé du processus de restitution de tout ou parties d'un immeuble bâti au donneur d'ordre.

L'efficacité du processus de restitution de tout ou parties d'un immeuble bâti au donneur d'ordre repose sur une planification précise de l'opération d'examen visuel avant même le début des travaux.

L'objectif de la mission d'examen visuel est de vérifier que le retrait des matériaux a été correctement réalisé et de le justifier par l'établissement d'un rapport.

Ce rapport doit être lisible et compréhensible par le donneur d'ordre, pour en assurer une utilisation efficace. Il traduit la transparence de la démarche effectuée ainsi que le respect des principes d'indépendance et d'intégrité des acteurs concernés.

NOTE IMPORTANTE :

Cette mission d'examen visuel ne peut être réalisée que par un opérateur de diagnostics certifié au niveau mention.

L'opération d'examen visuel se réalise dans la zone concernée par les travaux de retrait. L'accès à cette zone est réservé aux personnes informées des risques encourus et formées à la mise en œuvre des mesures de prévention prescrites par le Code du Travail.

Ce constat d'examen visuel est suivi par une mesure d'empoussièrement de l'air qui vérifiera que le taux d'empoussièrement est < 5fibres/litre d'air (cf. article R 1334-25 du CCH).

Ces deux opérations (examen visuel et mesures d'empoussièrement) assurent aux occupants du bâtiment et aux entreprises chargées de réaliser des travaux ultérieurs de l'absence de risque relatif à une exposition passive aux fibres d'amiante.

La norme NF X 46-021 d'août 2010 définit une méthodologie de l'examen visuel.

C'est l'un des éléments clé du processus de réception d'un chantier de retrait de Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante (MPCA), répondant au Code de la Santé Publique.

NOTE 1 : l'examen visuel s'applique aux MPCA des listes A et B. La norme définit une méthodologie commune à tous les acteurs, permettant d'assurer qu'un niveau d'exigences minimum a été atteint à l'issue d'une prestation de retrait de MPCA de tout ou partie d'un immeuble bâti.

L'examen visuel, réalisé par un contrôleur technique ou technicien de la construction répondant aux exigences du code de la santé publique, se limite à l'ensemble des surfaces traitées définies dans le cadre du contrat liant le contrôleur technique et le donneur d'ordre.

NOTE 2 : Il est recommandé que les différentes étapes de l'examen visuel soient réalisées par la même personne. La norme n'inclut pas la mission d'examen visuel des surfaces concernées par des travaux d'encapsulage.

NOTE 3 : L'examen visuel n'exonère pas l'entreprise de travaux de retrait de MPCA de son obligation d'autocontrôle tel que prévu par le code du travail, qui indique que "Avant toute restitution de la zone en vue de l'exercice d'une quelconque activité et préalablement à l'enlèvement de tout dispositif de confinement, total ou partiel, il sera procédé à un examen visuel incluant l'ensemble des zones susceptibles d'avoir été polluées". Cet autocontrôle de l'entreprise concerne toutes les zones susceptibles d'avoir été polluées (stockage et cheminements des déchets, zones contiguës à la zone confinée, ...), quelle que soit la nature des matériaux amiantés concernés par les travaux, qu'il s'agisse de travaux de retrait ou d'encapsulage de l'amiante.

NOTE 4 : Le donneur d'ordre a cependant obligation de faire procéder à un examen visuel des parties d'ouvrage encapsulées et à la vérification de leur état de conservation tous les trois ans.

3.3.9.1. Méthodologie

Il est fortement recommandé d'inscrire dans le contrat de l'entreprise de travaux de retrait de MPCA, l'intervention de l'opérateur d'examen visuel avec indication prévisionnelle des dates d'examen, de la durée du préavis d'intervention de l'opérateur et de la durée de l'examen visuel.

L'opérateur d'examen visuel doit avoir en sa possession les documents contractuels et d'exécution de l'opération d'examen visuel, à savoir :

- Contrat d'examen visuel,
- Contrat de travaux et éventuels avenants,
- " Dossier Technique Amiante ",
- Rapports de repérages des MPCA,
- Les plans ou schémas des surfaces à traiter,
- Plan de retrait de MPCA et ses avenants,
- Document écrit d'autocontrôle de l'entreprise,
- Rapport de mesure d'empoussièrement en MOCP (Microscopie Optique en Contraste de Phase) de la zone de retrait objet de l'examen visuel.

Le donneur d'ordre s'assurera de l'accompagnement de l'opérateur d'examen visuel par l'entreprise de travaux de retrait de MPCA et le maître d'œuvre, s'il existe, pendant toute la durée de sa mission.

L'opérateur d'examen visuel doit être tenu informé de toute modification des dates d'examen visuel par rapport au calendrier contractuel.

L'examen visuel se déroule en deux étapes s'intégrant dans un processus de restitution préalable à la réception de tout ou parties de chantier de retrait de MPCA comme défini infra :

- La 1ère étape a lieu avant dépose du confinement et avant mesure d'empoussièrement "de première restitution, dite libératoire". C'est l'étape essentielle pour la détection de résidus. A l'issue de cette étape l'entreprise de retrait de MPCA doit remédier aux remarques sur toute la zone de retrait,

Si la première étape a permis de déclarer la zone de retrait conforme avec ou sans remarques, la 2ème étape a lieu après dépose du confinement.

- La 2ème étape est effectuée par le même technicien, sauf impossibilité dûment justifiée.

3.3.9.2. Première Étape Examen Visuel : modalités

L'examen visuel est réalisé après examen des éléments listés ci-avant, et notamment de l'autocontrôle de l'entreprise de travaux de retrait de MPCA et du résultat de la mesure d'empoussièrement MOCP.

Une visite générale initiale porte sur l'ensemble de la zone de retrait, visant à déceler la présence de résidus de MPCA, tels que, fragments ou débris de flocage. Elle permet de s'assurer que des surfaces revêtues de MPCA n'ont pas été oubliées et que le nettoyage de la zone confinée a été effectué. Cette visite permet également de dresser la liste des éléments constructifs homogènes à examiner.

Si l'opérateur constate que le nettoyage ou le retrait n'est pas achevé, il conclut directement sur la non-conformité à cette étape. L'examen visuel porte sur les surfaces définies par le contrat de travaux et le contrat d'examen visuel. Le donneur d'ordre veillera à la cohérence entre ces deux contrats.

3.3.9.3. Première Étape Examen Visuel : Conditions d'Intervention

L'opération d'examen visuel ne peut être réalisée que dans les conditions suivantes :

- Port d'une protection respiratoire de niveau de protection P3 minimal : l'opérateur d'examen visuel prend les mesures de protection appropriées en fonction de sa propre analyse des risques,
- Conditions normales de vue, corrigée si nécessaire (Ex : port de lunettes de correction),
- Moyens d'accès (plate-forme, échafaudage, etc.), permettant d'accéder aux secteurs à contrôler, mis à disposition par l'entreprise de travaux,
- Éclairage d'ambiance supérieur à 200 lux dans les secteurs à contrôler,
- Surfaces sèches et sans aucun fixateur,
- Communication du délai de transmission du constat.

3.3.9.4. Première Étape Examen Visuel : Définition du Mode Opérateur

Le titulaire devra définir son mode opératoire pour chaque opération commandée en se conformant a minima aux méthodes d'intervention telles que définies ci-dessous :

- L'examen visuel doit, sauf impossibilité technique, être réalisé en lumière rasante, à l'aide d'une torche à forte luminosité.
Si la vision directe n'est pas possible, un miroir ou tout autre moyen de vision indirecte doit être utilisé.
- L'examen détaillé est effectué par secteur selon un échantillonnage défini dans le tableau ci-après :

SURFACE AU SOL DE LA ZONE DE RETRAIT	NBRE DE SECTEURS AMIANTES TRAITES FAISANT L'OBJET D'UN EXAMEN DETAILLE
0 à 100 m ²	la totalité
101 à 250 m ²	2 secteurs de 50 m ²
251 à 500 m ²	3 secteurs de 50 m ²
501 à 1 000 m ²	4 secteurs de 50 m ²
> 1 000 m ²	5 secteurs de 50 m ² et un secteur supplémentaire de 50 m ² par tranche de 500 m ² au-delà de 1 000 m ²

Les secteurs seront définis par l'opérateur de repérage pour tenir compte de la nature des supports, de l'accessibilité et des difficultés particulières conduisant à un risque de résidus plus importants.

Chaque élément constructif homogène de la surface traitée (exemple : poteaux, poutres, jonctions poteaux poutres, planchers, jonctions planchers-poutres ...) qui doit être inclus et contrôlé dans au moins un secteur.

A l'intérieur des secteurs de 50 m² examinés, les éléments identifiés doivent tous être examinés.

L'opérateur d'examen visuel enregistre dans une fiche de constat, l'état de conformité des éléments constructifs de chaque secteur, selon les exigences de l'article 5 de la norme.

L'opération d'examen visuel ne doit pas s'arrêter dès qu'un secteur est déclaré non conforme, mais, l'identification d'un secteur non conforme entraîne la non-conformité de l'ensemble de la zone de retrait.

En cas de non-conformité de la zone de retrait, et après l'intervention de l'entreprise de travaux de retrait de MPCA, une nouvelle procédure d'examen visuel doit porter sur le(s) secteur(s) déclaré(s) non conforme(s) d'une part et sur un nouvel

échantillonnage (identique en nombre au premier examen) parmi les secteurs non encore examinés d'autre part, jusqu'à éventuellement l'examen détaillé de la totalité de la zone de retrait.

3.3.9.5. *Première Étape Examen Visuel : Procès-Verbal de Visite*

Pour permettre de traiter immédiatement les reprises nécessaires, et éviter de paralyser un chantier en l'attente du constat, un procès-verbal de visite peut être communiqué immédiatement à l'entreprise à l'issue des travaux.

Ce PV comporte les informations suivantes :

- Une indication du respect des conditions préalables définies,
- L'identification de la zone de retrait,
- La date et l'heure de l'examen visuel,
- Les conclusions générales, incluant les remarques et non-conformités,
- Les commentaires sur les remarques.

Le procès-verbal de visite ne se substitue pas au constat.

3.3.9.6. *Première Étape Examen Visuel : Constat de la Première Étape d'Examen Visuel*

Le constat de la première étape d'examen visuel est adressé au donneur d'ordre qui le transmet au maître d'œuvre et à l'entreprise ayant réalisé les travaux de retrait de MPCA.

Ce constat contient au minimum les éléments et informations générales suivants :

- Identification du chantier et de la zone de retrait examinée,
- Identification et coordonnées des intervenants :
 - Donneur d'ordre
 - Propriétaire si différent du donneur d'ordre,
 - Maître d'œuvre,
 - Entreprise de travaux de retrait de MPCA,
 - Opérateur d'examen visuel avec attestations de compétence et d'assurance,
 - Nom et qualité des personnes présentes lors de l'opération d'examen visuel,
- Dates des opérations d'examen visuel,
- Une indication du respect des conditions préalables définies,
- Un schéma situant les secteurs examinés,
- La ou les fiches de constat d'état des surfaces traitées du ou des secteurs examinés,
- Le procès-verbal de visite,
- Conclusion (Conforme avec ou sans Remarques, Non Conforme).

3.3.9.7. *Deuxième Étape Examen Visuel : Modalités*

La deuxième étape d'examen visuel est réalisée immédiatement après libération de la zone de retrait et dépose du confinement (sas, extracteur, calfeutrement...). Elle doit être réalisée par le même technicien que celui qui a réalisé la 1ère étape.

3.3.9.8. *Deuxième Étape Examen Visuel : Conditions d'Intervention*

L'opération d'examen visuel est réalisée dans les conditions suivantes :

- Immédiatement après libération de la zone de retrait et dépose du confinement (sas, extracteur, calfeutrement...),
- Accès libre sans protection respiratoire,
- Moyens nécessaires (moyens d'accès, éclairage, ...) mis à disposition et éventuellement prévus par le maître d'ouvrage,
- Éclairage d'ambiance supérieur à 200 lux dans la zone de retrait,
- Présence du représentant de l'entreprise.

3.3.9.9. *Deuxième Étape Examen Visuel : Définition du Mode Opératoire*

L'entreprise transmet à l'opérateur d'examen visuel une attestation ou un rapport de levée des éventuelles réserves.

Après réception de ce document, l'opérateur d'examen visuel vérifie sur site la levée des éventuelles remarques émises lors de la première étape de l'examen visuel.

Une visite générale porte sur l'ensemble de la zone de retrait, visant à s'assurer que le nettoyage de la zone a été effectué, en particulier des surfaces découvertes suite à la dépose du confinement.

3.3.9.10. *Deuxième Étape Examen Visuel : Rapport de l'Examen Visuel après dépose du confinement*

Le rapport d'examen visuel est adressé au donneur d'ordre qui le transmet à l'entreprise ayant réalisé les travaux de retrait de MPCA et au propriétaire s'il est différent du donneur d'ordre pour l'intégrer au dossier technique "Amiante".

Ce rapport contient au minimum les éléments et informations générales suivants :

- Identification et adresse complète du chantier et de la zone de retrait examinée,
- Identification et coordonnées des intervenants,
- Propriétaire,
- Donneur d'ordre (s'il n'est pas le propriétaire),
- Maître d'œuvre,
- Entreprise de travaux de retrait de MPCA,
- Opérateur d'examen visuel avec attestations de compétence et d'assurance,
- Nom et qualité des personnes présentes lors de l'examen visuel,
- Date de l'examen visuel,
- Une indication du respect des conditions préalables définies,
- Référence(s) du (des) constat(s) effectué(s) lors de la première étape de l'examen visuel,
- Validation du traitement des remarques émises lors de la première étape de l'examen visuel,
- Signalement des désordres flagrants constatés après la dépose du confinement et qui n'ont pas été détectés auparavant. (*Ex : Présence de résidus de MPCA oubliés tels que fragments ou débris de flocage*),
- Conclusion générale (voir article 6 de la norme NF X 46-021 d'août 2010.),
- Mention stipulant que ce document entraîne systématiquement la mise à jour du DTA et le cas échéant du Dossier Technique.

En cas de Non-Conformité(s) relevée(s) au cours de la deuxième étape de l'examen visuel, la zone de retrait examinée est déclarée Non Conforme.

Lors de la deuxième étape de l'examen visuel, le non traitement des remarques par l'entreprise de travaux de retrait de MPCA rend la zone de retrait examinée Non Conforme.

Toute non-conformité entraîne une visite complémentaire

3.3.9.11. Constat et résultats attendus : Constat d'Examen Visuel des Surfaces Traitées

Les classes des surfaces traitées sont identifiées en tenant compte de l'état de surface du matériau du support d'une part, et, du caractère continu ou discontinu du support d'autre part.

La classe de la surface traitée est qualifiée A1, A2, B1 ou B2 selon le tableau ci-dessous :

	SURFACE CONTINUE	SURFACE DISCONTINUE <i>Exemples : Raccords de bacs acier, liaisons béton -acier, dalles préfabriquées...</i>
A : SUPPORT LISSE <i>Exemples : charpentes métalliques, bétons, bacs acier...</i> <i>(absence de nid de cailloux ou bullage important)</i>	A1 : support lisse à surface continue	A2 : support lisse à surface discontinue
B : SUPPORT AVEC PORES OU ASPÉRITÉS <i>Exemples : Hourdis bétons anciens, parpaings, briques, ...</i> <i>(avec nids de cailloux ou bullage important)</i>	B1 : support avec pores ou aspérités et surface continue	B2 : support avec pores ou aspérités et surface discontinue

Le constat de l'examen visuel réalisé porte réglementairement sur l'état des surfaces traitées après travaux de désamiantage. Ce constat s'appuie sur les trois catégories de constat suivantes :

- Critère 1 : absence de résidus de MPCA ;
- Critère 2 : présence de résidus incrustés de MPCA ;
- Critère 3 : présence de résidus libres de MPCA.

Pour chaque élément constructif homogène identifié dans chacun des secteurs, le constat de conformité est établi selon le Tableau 3 ci-dessous :

CLASSE DE LA SURFACE TRAITEE	CONFORME	NON CONFORME
A1 : support lisse à surface continue	1	3
A2 : support lisse à surface discontinue	1 ou 2	3
B1 : support avec pores ou aspérités et surface continue	1 ou 2	3
B2 : support avec pores ou aspérités et surface discontinue	1 ou 2	3

Lorsqu'une non-conformité est prononcée dans un secteur faisant l'objet de l'examen détaillé, l'opérateur d'examen visuel prononce la non-conformité du secteur.

La non-conformité d'un, ou de plusieurs secteurs, faisant l'objet de l'examen détaillé entraîne la non-conformité de l'ensemble de la zone de retrait examinée, obligeant ainsi l'entreprise à une reprise de ses travaux de retrait de MPCA.

Lors de la première étape de l'examen visuel, la présence ponctuelle et non répétitive de résidus libres de MPCA entraîne la formulation de remarques par l'opérateur d'examen visuel.

Une fiche de constat d'état des surfaces traitées est établie par zone de retrait et si nécessaire pour chacun des secteurs ayant fait l'objet d'un examen visuel détaillé.

Cette fiche comprendra au minimum les éléments suivants :

- Identification de la zone de retrait des MPCA et du (des) secteur(s) avec référence au plan ou schéma,
- Liste des éléments constructifs homogènes identifiés dans le secteur concerné,
- Classe des surfaces traitées de chacun des éléments constructifs homogènes,
- Constat de conformités (1, 2 ou 3) de chacun des éléments constructifs homogènes,
- Résultat (Conforme, Non conforme ou Remarque) du secteur,
- Date de l'opération.

Un exemple de fiche de constat d'état des surfaces traitées est présenté au § 3.3.9.14 Fiche de Constat d'État des surfaces traitées / Identification de la zone de retrait

3.3.9.12. Conclusion Générale de l'Examen Visuel

La conclusion de l'examen visuel est l'élément clé du rapport d'examen visuel des surfaces traitées après travaux de désamiantage et doit comporter les mentions ou informations suivantes :

- « Le présent examen visuel, objet du présent rapport, a été réalisé conformément à la norme AFNOR NF X 46-021 »,
- Rappel du périmètre de la zone de retrait, objet du présent rapport (éléments précisant la localisation de la zone de retrait et des surfaces traitées examinées),
- L'une ou l'autre mention suivante :
 - o « Le résultat de l'examen visuel est déclaré Conforme selon les critères et la méthodologie définis dans la norme AFNOR NF X 46-021 »,
 - o « Le résultat de l'examen visuel est déclaré Non Conforme selon les critères et la méthodologie définis dans la norme AFNOR NF X 46-021 ».
- Une clause systématique concernant les signalements des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante et, subsistant sur le support traité ou en ses limites, et, qui n'entrent pas dans le cadre de la mission ou du marché de travaux. Cette clause est à compléter par la mention "néant" si nécessaire.

3.3.9.13. Positionnement de l'Examen Visuel

Positionnement de l'examen visuel dans le Processus de Restitution préalable à la réception d'un chantier de retrait de matériaux ou produits contenant de l'amiante.

TRAVAUX DE RETRAIT	
1	Autocontrôle de l'entreprise par une personne n'ayant pas participé au chantier. - Sous confinement ; - Avec protection(s) des parois, sols et équipements en place, si elle(s) étai(en)t nécessaire(s) ; - Avec protection(s) des opérateurs du contrôle par masque(s) à ventilation assistée.
2	Contrôle de l'enlèvement des matériaux et produits sur les surfaces traitées et propreté générale du chantier.
3	Enlèvement par l'entreprise de travaux de retrait de la première peau de protection des parois, sols et équipements, si deux protections existent. Dans le cas d'une protection unique celle-ci sera conservée.
4	Réalisation de mesures d'empoussièrement dans le cadre de l'autocontrôle de l'entreprise avec comptage en microscopie optique en contraste de phase (MOCP) avec un résultat inférieur ou égal à 0,02 fibre/cm3 NOTE 1 : conformément aux recommandations du guide d'application GA X46-033, un prélèvement d'au moins 4 heures est conseillé. NOTE 2 : Le seuil de 0,02 fibre/cm3 correspond à une protection efficace inférieure à 0,005 fibres/cm3 avec un demi-masque P3.
5	Réalisation par l'opérateur d'examen visuel de la première étape de l'examen visuel de la zone de retrait. Protection des intervenants par demi-masque P3 au minimum.
6	Suite de la procédure selon les constats effectués par l'opérateur d'examen visuel : <input type="checkbox"/> NON CONFORME <input type="checkbox"/> CONFORME AVEC REMARQUE <input type="checkbox"/> CONFORME
7	Reprise par l'entreprise de travaux des zones ayant fait l'objet de remarques.
8	Enlèvement par l'entreprise de travaux de retrait de la peau de protection des parois, sols et équipements, la zone étant toujours confinée.
9	Nettoyage par l'entreprise de travaux de retrait des résidus pouvant se trouver derrière cette peau.
10	Nouvel autocontrôle de l'entreprise
11	Réalisation de la mesure d'empoussièrement de première restitution, dite libératoire, selon les indications du guide d'application GA x46-033.
12	Fixation par l'entreprise de travaux de retrait, des fibres éventuellement résiduelles.
13	Dépose du confinement par l'entreprise de travaux de retrait et repli du chantier Ex: enlèvement des extracteurs, dépose des sas, etc.
14	Deuxième étape de l'examen visuel <input type="checkbox"/> CONFORME <input type="checkbox"/> NON CONFORME

3.3.9.14. Fiche de Constat d'État des surfaces traitées / Identification de la zone de retrait

Il est recommandé d'établir une fiche par zone confinée et, si nécessaire, une grille par secteur examiné.

En Italique dans l'exemple de remplissage ci-dessous.

IDENTIFICATION DE LA ZONE CONFINÉE OU DU SECTEUR EXAMINÉ : <i>Secteur 1</i>					
LISTE DES ELEMENTS CONSTRUCTIFS HOMOGENES	CLASSE DE SURFACE TRAITEE	CATEGORIE DE CONSTAT			RESULTAT
		Absence de résidus	Résidus incrûstés	Résidus libres	
<i>Poteau acier</i>	<i>A1</i>	<i>X</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>C</i>
<i>Jonction poteau/poutre</i>	<i>A2</i>	<i>X</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>C</i>
<i>Poutres</i>	<i>A1</i>	<i>X</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>C</i>
<i>Bac acier</i>	<i>A2</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>X</i>	<i>R</i>
<i>Rives bac acier</i>	<i>A2</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>X</i>	<i>NC</i>
<i>Charpente bois</i>	<i>B1</i>	<i>-</i>	<i>X</i>	<i>-</i>	<i>C</i>

RAPPEL :
A1 : support lisse à surface continue ;
A2 : support lisse à surface discontinue ;
B1 : support ou pore à aspérité et surface continue ;
B2 : support ou pore à aspérité et surface discontinue.
C : Conforme
R : Remarque
NC : Non Conforme

COMMENTAIRES : *Les remarques et non conformités sont explicitées ici*

DATE DE L'EXAMEN VISUEL :

NOM DE L'OPÉRATEUR :

VISA DE L'OPÉRATEUR :

3.3.10. Contenu et présentation du rapport de diagnostic AMIANTE

NOTA IMPORTANTE : le rapport de repérage des MPCA de la liste A doit être transmis au Préfet conformément à l'arrêté du 1/06/2015.

3.3.10.1. ONGLET A – Remarques générales, conditions de réalisation et étendue du diagnostic

Dans ce paragraphe est indiqué :

- La date de la visite préalable, le nom, prénom et la fonction de l'accompagnateur,
- La date de chaque mission de repérage et les limites de celle-ci,
- Tout écart par rapport au présent cahier des charges et les raisons qui ont conduit à ceux-ci,
- Les informations sur toutes les conditions existantes au moment du prélèvement, susceptibles d'influencer l'interprétation des résultats d'analyses (environnement du matériau, contamination éventuelle, etc.),
- Préciser l'étendue du diagnostic (total ou partiel), si le diagnostic ne concerne qu'une partie du bâtiment, les limites du diagnostic doivent être clairement identifiées dans l'expression des besoins du donneur d'ordre et précisées dans ce paragraphe.

3.3.10.2. ONGLET B – Conclusions du rapport

Ce paragraphe contient les informations essentielles sur la présence ou non d'amiante.

Il sert de justificatif auprès des autorités.

Ce paragraphe doit impérativement contenir les phrases ci-dessous correspondant à la situation du bâtiment à la date du diagnostic :

- Aucun matériau, produit ou installation susceptible de contenir de l'amiante n'a été repéré,
- Des flocages / des calorifugeages / des faux-plafonds sans amiante ont été repérés,
- Il a été repéré des matériaux, produits ou installations susceptibles de contenir de l'amiante pour lesquels des investigations et des analyses ultérieures doivent être effectuées. Ceux-ci sont considérés comme contenant de l'amiante par défaut,
- Le repérage demandé ne concerne qu'une partie du bâtiment, voir § 3.3.10.1 ONGLET A – Remarques générales, conditions de réalisation et étendue du diagnostic,
- Des locaux n'ont pas été expertisés, faute d'accessibilité, voir § 3.3.10.4 ONGLET D – Réserves,
- Il a été repéré des flocages / des calorifugeages / des faux plafonds / d'autres matériaux faiblement agglomérés / des sols, d'autres matériaux fortement agglomérés / contenant de l'amiante,
- Des locaux présentent une situation potentiellement dangereuse pour les occupants ; les résultats des mesures de l'air ont révélé (indiquer les résultats), voir § 3.3.10.3 ONGLET C – Situations potentiellement dangereuses pour les occupants,

- Une nouvelle évaluation du risque et de l'urgence d'assainir des matériaux contenant de l'amiante doit être effectuée au plus tard en (indiquer l'année),

Les MPCA repérés doivent être signalés par le donneur d'ordre de manière clairement visible pour toutes les personnes devant intervenir sur ou à proximité des MPCA.

3.3.10.3. ONGLET C – Situations potentiellement dangereuses pour les occupants

Dans ce paragraphe, sont indiqués les locaux pour lesquels la situation est considérée comme potentiellement dangereuse pour les occupants (risque ≥ 10).

Sont également indiquées les mesures d'urgences qui ont été prises et/ou qui sont à prendre (mesure VDI, information au donneur d'ordre et aux autorités, évacuation etc.) avec les dates et les délais.

3.3.10.4. ONGLET D – Réserves

Si des locaux et/ou des installations devant être diagnostiqués n'ont pas pu l'être, ils doivent être signalés dans ce paragraphe, avec les indications suivantes :

- Description des lieux ou/et de l'installation,
- La situation sur un plan ou un croquis,
- Pour quelles raisons il n'a pas été possible de les diagnostiquer.

Les locaux figurant dans cette liste devront faire l'objet d'un diagnostic complémentaire.

Ils doivent être considérés comme pouvant contenir des matériaux, produits ou installations contenant de l'amiante.

Aucun travail ne pourra être effectué dans ceux-ci avant qu'ils n'aient été diagnostiqués.

3.3.10.5. ONGLET E – Liste des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante

Chaque local du bâtiment est traité distinctement ; pour chacun, l'expert établit une liste de tous les matériaux, produits ou installations susceptibles de contenir de l'amiante. S'il n'en a pas repéré, il l'indique clairement.

Pour chaque matériau, produit ou installation susceptible de contenir de l'amiante, l'expert indique :

- Le lieu (étage, local, etc.),
- Le numéro d'identification du sondage,
- Une description de l'installation et/ou du matériau,
- La quantité (nombre d'éléments identiques, surface, etc.),
- Le type de matériau (F/C/FP/FA/NFA),
- La référence du plan sur lequel le sondage a été situé,
- Si un prélèvement a été effectué,
- Si le matériau contient, ou pas, de l'amiante ou s'il a été retiré (A/N/R),
- S'il contient de l'amiante, sur quelle base (analyse / décision de l'expert),
- Le potentiel de libération de fibres du MPCA,
- L'accessibilité du MPCA,
- Le taux d'occupation du local,
- La possibilité d'accumulation de fibres,
- L'évaluation du risque,
- Le taux de FAR/m³ du local si une mesure VDI a été posée,
- L'évaluation de l'urgence d'assainir (1 à 5 ans maximum),
- La date de la prochaine évaluation du risque,
- Les éventuelles remarques nécessaires à la compréhension des données.

Les MPCA doivent pouvoir être clairement distingués de ceux ne contenant pas d'amiante.

Le rouge est réservé pour les MPCA, le bleu pour les matériaux sans amiante et le vert pour les matériaux retirés.

3.3.10.6. ONGLET F – Fiche d'identification des MPCA et mesures d'assainissement

Une fiche d'identification d'une page est créée pour chaque MPCA.

Elle est destinée à être remise à toute personne devant intervenir sur, ou à proximité, du MPCA.

Elle doit permettre de situer et de reconnaître sans ambiguïté ce dernier.

La fiche contient, de manière bien visible, le numéro d'identification du sondage et, en plus des données figurant au §3.3.10.5 ONGLET E – Liste des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, une (des) photo (s) permettant de le localiser.

Si nécessaire, un croquis est ajouté.

CONSEILS CONCERNANT L'ASSAINISSEMENT DES MPCA

Les experts ayant suivi une formation reconnue dans la conception et la planification de chantiers d'assainissement d'amiante ont les compétences nécessaires pour conseiller le donneur d'ordre dans ce domaine.

L'expert indique :

- Si l'intervention d'une entreprise spécialisée est nécessaire,
- Les exigences minimales demandées pour le retrait du MPCA concerné,
- Quelles sont les méthodologies d'intervention les mieux adaptées pour le retrait du MPCA,
- Quelles sont les mesures techniques, organisationnelles et personnelles à mettre en œuvre pour assurer la sécurité du public et des opérateurs,
- Quelles sont les possibilités de traitement des déchets et les documents à produire (plan de retrait, suivi des substances dangereuses),
- Quelles sont les mesures de contrôle indispensables à la restitution du local.

3.3.10.7. ONGLET G – Plan d'action et démarches nécessaires à l'assainissement

Ce paragraphe a pour but d'informer le donneur d'ordre sur les mesures à prendre pour gérer de manière correcte la présence de MPCA dans son bâtiment.

Sont indiqués notamment :

- La date avant laquelle une réévaluation du risque doit être faite ainsi que le délai d'assainissement,
- Un rappel des urgences d'assainir,
- Un rappel des démarches à entreprendre pour l'assainissement des MPCA,
- Le contrôle du Plan de Retrait (PDR),
- La surveillance du chantier,
- Les contrôles visuels,
- Les mesures VDI,
- Le signalement des MPCA,
- La procédure de gestion des déchets,
- La mise à jour du diagnostic.

3.3.10.8. ONGLET H – Additifs

ADDITIF I : PLANS ET CROQUIS

L'emplacement de chaque sondage est reporté sur un plan ou un croquis.

Pour chaque sondage est indiqué le numéro unique :

- En rouge s'il contient de l'amiante selon analyse ou par défaut,
- En bleu s'il n'en contient pas,
- En vert s'il a été retiré.

Les signes suivants, en fonction de la présence d'amiante et du type de matériau, sont indiqués à côté du numéro d'identification.

Présence d'amiante :

- A contient de l'amiante,
- N sans amiante,
- R amiante retiré.

Type de matériau :

- F Flocage,
- C Calorifugeage,
- FP Faux-plafond,
- SOL revêtement de sol et/ou colle,
- FA autres matériaux faiblement agglomérés,
- NFA autres matériaux fortement agglomérés.

ADDITIF II : LISTE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE

Cette annexe doit être ajoutée si l'expert décide de ne faire figurer que la liste des MPCA au §3.3.10.5 ONGLET E – Liste des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante

Elle contient tous les matériaux susceptibles de contenir de l'amiante pour lesquels l'expert a la preuve qu'ils n'en contiennent pas.

ADDITIF III : RÉSULTATS D'ANALYSE

Une copie des résultats des analyses est intégralement annexée au rapport.

ADDITIF IV : DOCUMENTS PRÉALABLEMENT TRANSMIS PAR LE DONNEUR D'ORDRE

Les documents remis par le donneur d'ordre et ayant servi à l'établissement du rapport sont inclus dans cette annexe.

ADDITIF V : TABLEAUX ET GRILLES D'ÉVALUATION

Un exemplaire des tableaux et grille d'évaluation utilisés dans le rapport est ajouté en annexe afin de permettre au donneur d'ordre de comprendre comment ont été effectuées les évaluations.

3.4. Différentes missions de diagnostics PLOMB pouvant être commandées au titulaire

RAPPEL :

Le plomb est un matériau toxique utilisé dans les matériaux de construction du bâtiment.

Dans la peinture, son utilisation sous forme de pigment synthétique blanc « blanc d'argent » « blanc de plomb » « céruse » a été interdite en 1949. Mais c'est en 2015 que le plomb est définitivement banni de la composition de la peinture avec l'interdiction des pigments à base de chromates de plomb. C'est pourquoi le diagnostic plomb concerne l'avant-travaux et la démolition d'immeubles très récents.

Le contrat de risque d'exposition au plomb (CREP) consiste à mesurer la concentration en plomb des revêtements et matériaux.

Il a pour but d'aider la maîtrise d'ouvrage à anticiper la méthodologie de travaux ou de démolition.

Le repérage plomb est primordial puisque comme l'amiante, le plomb expose les artisans à des maladies dangereuses. Son inhalation sous forme de vapeur ou de poussières fines provoque des troubles réversibles (troubles digestifs, anémie) et irréversibles (atteinte du système nerveux, neuropathie).

L'objectif est la réalisation d'un diagnostic plomb et parasite, il concerne les obligations du propriétaire d'immeuble bâtis dans le cas de travaux de maintenance, d'une réhabilitation et/ou d'une démolition pour attester de l'état d'un ou des bâtiment(s) construit(s) avant le 1 janvier 1949.

Le constat de risque d'exposition au plomb (CREP), défini à l'Article L.1334-5 du code de la santé publique, consiste à mesurer la concentration en plomb de tous les revêtements du bien concerné, afin d'identifier ceux contenant du plomb, qu'ils soient dégradés ou non, à décrire leur état de conservation et à repérer, le cas échéant, les situations de risques infantile et de dégradation du bâti permettant d'identifier les situations d'insalubrité.

Les résultats du CREP doivent permettre de connaître non seulement le risque immédiat lié à la présence de revêtements dégradés contenant du plomb (qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles pouvant être ingérées par un enfant), mais aussi le risque potentiel lié à la présence de revêtements en bon état contenant du plomb (encore non accessible).

Quand le CREP est réalisé en application des Articles L.1334-6 et L.1334-7, il porte uniquement sur les revêtements privatifs d'un logement, y compris les revêtements extérieurs au logement (volet, portail, grille, ...)

Quand le CREP est réalisé en application de l'Article L.1334-8, seuls les revêtements des parties communes sont concernés (sans omettre, par exemple, la partie extérieure de la porte palière).

La recherche de canalisations en plomb ne fait pas partie du champ d'application du CREP.

Si le bien immobilier concerné est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le CREP ne porte que sur les parties affectées à l'habitation.

Dans les locaux annexes de l'habitation, le CREP porte sur ceux qui sont destinés à un usage courant, tels que la buanderie.

L'opérateur pourra mettre en œuvre deux méthodes de mesures :

- La mesure par fluorescence X à l'aide d'un appareil portable :
 - o Cette mesure est obtenue à l'aide d'un appareil utilisant le principe de fluorescence X.
 - Une source radioactive émet un rayonnement qui entraîne une émission de rayons X par les particules de plomb présentes dans la peinture,
 - Un détecteur de rayons X permet ainsi d'obtenir la quantité de plomb par unité de surface, qui s'affiche sur un écran exprimé en mg/cm².
 - Les mesures sont effectuées par du personnel habilité.
- La mesure par prélèvement d'échantillon et analyse en laboratoire :
 - Cette mesure ne sera retenue par le maître d'ouvrage que lorsque l'appareil portable est inopérant (accès difficile, surface non plane, mesure non concluante du regard de la précision de l'appareil). Il s'agit de prélever une écaille de peinture de l'ordre de 1cm² (prélèvement minimal de 0,5g) qui comporte à la fois : l'ensemble du film de revêtement, et le minimum de support (vois, plâtre et autres).
 - Le découpage du film de peinture s'effectue à l'aide d'un instrument coupant, éventuellement après découpage de la surface sur 1cm².
 - L'ensemble des couches de peintures est prélevé en veillant à inclure la couche la plus profonde.
 - L'auteur de la mesure évite le prélèvement du substrat ou tous corps étrangers qui risquent d'avoir pour effet de diluer la concentration en plomb de l'échantillon.
 - Le prélèvement est réalisé avec les précautions nécessaires pour éviter la dissémination de poussières.
 - Les échantillons sont adressés à un laboratoire pour analyse du plomb total ou du plomb acido-soluble.
 - Les résultats sont exprimés en mg/g. L'analyse se fait par spectromètre d'absorption atomique (mode flamme) après minéralisation HCl de l'échantillon.
 - Les prestations attendues seront conformes aux prescriptions de la norme NF-P-94-500 de novembre 2013.

3.4.1. Mission MPB01 – DIAGNOSTIC PLOMB – CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB AVANT TRAVAUX

La mission a pour objet la réalisation du diagnostic de risque d'exposition aux peintures au plomb visé à l'article R. 1334-10 du Code de la Santé Publique, réalisé conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.

L'objet de cette mission est de connaître le danger potentiel pour les professionnels du bâtiment lié à la présence de revêtements qui contiennent du plomb.

La mission se déroule en trois étapes :

- Le repérage des zones homogènes ou « unités de diagnostics »,
- La mesure de la concentration en plomb dans les peintures, pratiquée à l'appareil à fluorescence X équipé de source radioactive ou par prélèvement d'échantillons demandés par le donneur d'ordre,
- La rédaction d'un rapport concluant à l'absence ou à la présence de plomb dans les éléments examinés (cf. arrêté du 19 août 2011). Ce rapport décrira les mesures des concentrations en plomb, le repérage des points de mesures, caractérisera l'état de dégradation des matériaux et contiendra tous les résultats obtenus.

NOTA BENE : la réalisation de prélèvements de peinture et leur analyse chimique sont effectués suivant la méthodologie décrite en annexe 1 de l'arrêté du 19 août 2011.

3.4.2. Contenu du rapport PLOMB

Suivant les prestations à réaliser le rapport sera composé d'une ou deux parties relatives aux missions MPB 01 .

3.4.2.1. *ONGLET A – Remarques générales, conditions de réalisation et étendue du diagnostic*

Dans ce paragraphe est indiqué :

- La date de la visite préalable, le nom, prénom et la fonction de l'accompagnateur,
- La date de chaque mission de repérage et les limites de celle-ci,
- Tout écart par rapport au présent cahier des charges et les raisons qui ont conduit à ces écarts,
- Les informations sur toutes les conditions existantes au moment du prélèvement, susceptibles d'influencer l'interprétation des résultats d'analyses (environnement du matériau, contamination éventuelle, etc.),
- Préciser l'étendue du diagnostic (total ou partiel), si le diagnostic ne concerne qu'une partie du bâtiment, les limites du diagnostic doivent être clairement identifiées dans l'expression des besoins du donneur d'ordre et précisées dans ce paragraphe.

3.4.2.2. *ONGLET B – Conclusions*

Ce paragraphe contient les informations essentielles sur la présence ou non de plomb.

Il sert de justificatif auprès des autorités.

Ce paragraphe doit impérativement contenir les phrases ci-dessous correspondant à la situation du bâtiment à la date du diagnostic :

- Aucun matériau, produit ou installation susceptible de contenir du plomb ou étant exposés aux parasites n'a été repéré,
- Il a été repéré des matériaux, produits ou installations susceptibles de contenir du plomb ou étant exposé aux parasites pour lesquels des investigations et des analyses ultérieures doivent être effectuées,
- Des locaux n'ont pas été expertisés, faute d'accessibilité,
- Des locaux présentent une situation potentiellement dangereuse pour les occupants.

3.4.2.3. *ONGLET C – Réserves*

Si des locaux et des installations devant être diagnostiqués n'ont pas pu l'être, ils doivent être signalés dans ce paragraphe, avec les indications suivantes :

- Description des lieux ou/et de l'installation,
- La situation sur un plan ou un croquis,
- Pour quelles raisons il n'a pas été possible de les diagnostiquer.

Les locaux figurant dans cette liste devront faire l'objet d'un diagnostic complémentaire.

Ils doivent être considérés comme pouvant contenir des matériaux, produits ou installations contaminés.

Aucun travail ne pourra être effectué dans ceux-ci avant qu'ils n'aient été diagnostiqués.

3.5. Mission de diagnostic AMIANTE – HAP pouvant être commandée au titulaire

RAPPEL :

En tant que gestionnaire de réseaux ou maître d'ouvrage de travaux routiers :

- Vous devez évaluer les risques et donc signaler la présence de produits dangereux dans les couches de chaussée devant être « remaniées ». (Code du travail L.4511 et L.4531 et suivants / Code de l'environnement R.541-8 à R541-10),
- Vous êtes responsables de la gestion des déchets produits (L.541-2 du Code de l'environnement),
- Vous devez prendre des mesures de protections collectives et individuelles si des agents doivent intervenir sur les chantiers avec des couches amiantées remaniées (décret 2012-639 du 04 mai 2012 modifiant le Code du travail),
- Repérer et identifier l'amiante et les Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques dans les enrobés préalablement aux travaux de réfection ou d'entretien des voiries afin de prévenir les risques d'exposition à l'amiante des travailleurs et la classification du matériau en tant que déchet dangereux ou inerte.

L'objectif est la réalisation d'un diagnostic AMIANTE HAP, il concerne les obligations du propriétaire d'immeubles bâtis dans le cas de travaux de maintenance, d'une réhabilitation et/ou d'une démolition.

Ce diagnostic consiste à évaluer des risques d'exposition de la population et des travailleurs aux fibres d'amiante et aux Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) lors de la réalisation de travaux sur les voiries constituées d'enrobés.

3.5.1. Mission MAHAP001 – DIAGNOSTIC AMIANTE HAP

La mission a pour objet de constituer une cartographie de la présence d'amiante et des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) dans les enrobés bitumineux situés dans le périmètre des travaux prévus.

La mission intègre les opérations de carottages des différentes couches d'enrobés, l'ensachage des prélèvements, les analyses en laboratoire, la rédaction d'un rapport.

3.5.2. Contenu du rapport AMIANTE HAP

Se référer au §3.3.10 Contenu et présentation du rapport de diagnostic AMIANTE

En cas de présence de HAP, il faudra selon sa teneur établir le code couleur suivant, dans les mentions sur le rapport :

Teneur HAP > à 500 mg/kg	50mg/kg < Teneur HAP < 500 mg/kg	Teneur HAP < à 50 mg/kg
Le recyclage des enrobés est interdit et les déchets devront être envoyés en installation de stockage de déchets dangereux.	Le recyclage à chaud est à exclure. Un recyclage à froid est possible.	Les recyclages à froid et à chaud sont possibles.

3.6. Mission de diagnostic PEMD pouvant être commandée au titulaire

RAPPEL :

La loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, dite loi « AGECE », prévoit, dans son article 51, la révision du diagnostic déchets avant démolition qui préexistait pour le transformer en un diagnostic « produits, équipements, matériaux et déchets » (PEMD) lors de travaux de démolition ou rénovation significative de bâtiments. L'article 51 de la loi AGECE est codifié aux articles L. 126-34 et L. 126-35 du code de la construction et de l'habitation.

Ce nouveau diagnostic est l'étape clé d'une bonne stratégie de valorisation des produits, équipements et matériaux issus d'opérations de démolition ou de rénovation significative. Il a notamment pour objectif de favoriser et renforcer la mise en place de démarches d'économie circulaire dans le bâtiment en donnant la priorité au réemploi. L'objectif est de promouvoir la durabilité et la gestion responsable des ressources, la réduction des déchets émis par le secteur du bâtiment en incitant au réemploi et à la réutilisation. Le diagnostic « PEMD » devient donc un outil essentiel pour quantifier et qualifier les gisements disponibles et les mettre en visibilité.

3.6.1. Mission PEMD

Le diagnostic PEMD fournit les informations relatives aux produits, équipements, matériaux et déchets attendus de ces opérations de démolition ou de rénovation significative en vue, en priorité, de leur réemploi ou, à défaut, de leur valorisation. Ce diagnostic indique donc également les filières de réemploi ou de gestion et de valorisation recommandées et préconise les analyses complémentaires permettant de s'assurer du caractère réemployable de ces produits, équipements et matériaux. Il comprend des orientations visant à assurer la traçabilité de ces produits, équipements, matériaux et déchets. En cas d'impossibilité de réemploi ou de valorisation, le diagnostic précise les modalités d'élimination des déchets.

3.6.2. Contenu du rapport PEMD

A l'issue des travaux de démolition ou de rénovation significative, le titulaire est ensuite tenu d'établir un formulaire de récolement qui présente la nature et les quantités des produits, équipements et matériaux réemployés ou destinés à l'être et celles des déchets, effectivement réutilisés, recyclés, valorisés (sous forme de matière ou en vue d'une production d'énergie) ou éliminés. Le formulaire mentionne également les entreprises ou les centres de collecte ou de valorisation dans lesquels ces produits, équipements, matériaux et déchets ont été déposés et fournit les éléments attestant ce dépôt.

4. EXIGENCES PARTICULIÈRES

4.1. Exigences liées au site

Les interventions du titulaire ne pourront se faire que pendant les jours et les heures œuvrés de l'AIACP (et son antenne de Hyères) soit du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30.

Les jours de fermeture de l'établissement (jours non œuvrés) seront fournis sur demande par le responsable du marché RTAIA (ponts, fin d'année).

A titre exceptionnel, si la nature des travaux le justifie, des dérogations d'horaires pourront être demandées par le titulaire auprès du RTAIA qui fera les démarches administratives correspondantes.

L'AIA CP (et son antenne de Hyères) étant classé zone protégée, l'accès y est subordonné à une enquête administrative pour le renseignement et la sécurité préalable pour toute personne devant intervenir sur le site.

L'officier de sécurité du site refusera l'accès à toute personne n'ayant pas satisfait à ce contrôle primaire.

Le titulaire a l'obligation d'informer ses collaborateurs et les employés de ses éventuels sous-traitants qu'une enquête administrative est réalisée avant l'accès au site.

4.2. Exigences liées à l'exécution de la prestation proprement dite (obligations clients / fournisseurs)

A la demande du titulaire, l'AIACP (et son antenne de Hyères) pourra allouer une aire destinée au stockage des matériels et des outillages pendant la période des prestations.

La distribution électrique sur le site de l'AIACP est en régime IT.

La pose d'un coffret de chantier sera à la charge du titulaire du présent marché.

4.3. Exigences concernant les matières entrant dans la réalisation de la prestation

Se référer au(x) paragraphe(s) et chapitre(s) du présent document concernant la réalisation de la (des) prestation(s).

4.4. Exigences concernant les consommables et pièces détachées

Toutes les petites fournitures annexes ou connexes se référant à la prestation sont incluses.

4.5. Exigences concernant la logistique

Le titulaire devra mettre en place les moyens logistiques nécessaires afin de satisfaire aux exigences de délais relatifs à la totalité de sa prestation.

4.6. Exigences SST (plan de prévention, risques particuliers, accidents du travail, assurance fournisseur)

L'AIACP (et son antenne de Hyères) étant certifié selon la norme ISO 45001 V 2018 relative au système de management de la santé et sécurité au travail (SMSST), et certifié selon la norme ISO 14001 V 2015 relative au système de management de l'environnement (SME), l'AIACP rappelle qu'il est important de maîtriser les risques professionnels et de limiter les impacts environnementaux liés aux activités réalisées par le titulaire dans le cadre du contrat qui nous lie.

L'AIACP attire l'attention du titulaire sur l'obligation de respect du code du travail et du code de l'environnement, et de s'en assurer également auprès de ses fournisseurs et ses entreprises sous-traitantes.

Dans le cadre de ce partenariat, l'AIACP (et son antenne de Hyères) pourrait être amené à solliciter le titulaire pour apprécier les moyens que le titulaire déploiera dans ces domaines.

Lors des audits de suivis ou de renouvellement des certifications ISO 14001 et 45001 du site de l'AIACP (et son antenne de Hyères), le titulaire étant partie prenante, il devra donc de ce fait tenir à disposition des auditeurs tous documents ou justificatifs concernant la gestion des déchets du site (BSD, bons de pesées, rapports mensuels, analyses chimiste ...), mais également tous documents relatifs à la SST (document unique de l'entreprise, fiches de formation du personnel, habilitations diverses, conformité des matériels et CVPO ...).

Le titulaire s'engage par conséquent à respecter la politique SST en Environnement mise en place sur le site.

Les interventions pourront se faire dans le cadre d'une prévention Interne (DMS – Plan de prévention) ou Externe (CSPS – PGC).

Avant toute intervention sur site – et à minima une semaine avant cette intervention (délai de prévenance) et ce, quel que soit l'éloignement géographique du titulaire, une inspection commune préalable (ICP) sera organisée. A cet effet, le titulaire devra faire connaître au RTAIA (ou RSC) :

- La date et la durée prévisible de son intervention,
- Le nombre prévisible d'intervenants,
- Le nom et la qualification de la personne chargée de diriger l'intervention,
- Les noms et références des sous-traitants y compris l'identification des travaux sous-traités.

A l'issue de cette Inspection Commune Préable, et en fonction des résultats de l'analyse des risques liés aux interférences, il sera établi :

- Soit une attestation d'inspection commune préalable,
- Soit un certificat d'analyse des risques et des mesures prises,
- Soit un plan de prévention.

Ce document fera l'objet d'une révision annuelle ou à chaque modification des conditions d'intervention générant de nouvelles interférences ou présentant de nouveaux risques.

Prêt de matériel et mise à disposition de locaux

Le prêt de matériel n'est autorisé entre l'entreprise extérieure et l'AIACP et, le cas échéant, l'antenne du SIAé implantée sur la BAN de Hyères que dans le cadre d'une prestation prévue au titre du marché nécessitant la rédaction d'un protocole de prêt préalablement à l'exécution de la prestation.

Mise à disposition des locaux

Aucun local ne sera mis à disposition pendant l'exécution du contrat.

Accident du travail

Le titulaire s'engage à signaler à l'AIACP tout accident de son personnel survenant lors d'une intervention dans l'enceinte de l'établissement ou de son antenne de Hyères.

Travailleur isolé

Le titulaire prendra les dispositions pour que son personnel ne soit pas en situation de travailleur isolé pendant ses interventions à l'AIACP ou dans son antenne de Hyères (heures ouvrables et non ouvrables).

4.7. Obligations en matière de prévention pendant l'opération

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions qui figurent le titre III de l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

4.8. Exigences concernant la protection de l'environnement

L'AIACP étant certifié ISO 14001, le titulaire devra, lors de ses interventions, respecter la politique environnementale mise en place sur le site, notamment :

- Le tri des déchets,
- L'utilisation rationnelle de l'énergie et de l'eau,
- Les procédures de stockage, de maniement et d'utilisation de produits dangereux (rétention, présence d'absorbants, etc),
- Maîtriser ses rejets (en particulier aucun rejet chloré ni autre toxique dans les lavabos: station d'épuration biologique sur site).

Le titulaire s'engage à signaler à l'AIACP toute atteinte ou risque d'atteinte à l'environnement liés ou non à sa prestation.

L'AIACP pourra procéder à l'interruption des travaux si les règles relatives à l'environnement ne sont pas respectées. Pour tous déchets résultant de travaux liés au présent contrat (gravats, ferrailles, déchets industriels banals ou spéciaux, etc.), le titulaire devra respecter les procédures de stockage, de transport et d'élimination qui lui seront communiquées par le DMR.

L'enlèvement d'éventuels gravats issus de l'exécution de la prestation est à la charge du titulaire qui devra fournir au DMR le justificatif de suivi de ces gravats.

4.9. Exigences relatives aux protections des infrastructures

Le titulaire devra prendre toutes les mesures afin d'assurer l'intégrité des installations techniques et infrastructures de l'AIACP (et son antenne de Hyères) pendant toute la durée des prestations.

Tout dommage causé aux installations et équipements de l'AIACP (et son antenne de Hyères) sera imputé à la charge du titulaire.

4.10. Exigences relatives aux nuisances

La nature des prestations demandées étant susceptibles de générer des nuisances sonores à proximité de bureaux ou d'ateliers, le titulaire préviendra dans ces cas-là le RTAIA, avec un préavis minimum de 2 heures. Si nécessaire le RTAIA pourra suspendre l'exécution de la prestation pour une durée ne pouvant excéder 8 heures.

4.11. Exigences relatives à l'arrêt de la prestation

Il a été identifié les points d'étapes suivants :

- Constat d'état des lieux des bâtiments avant démarrage des prestations,
- Réalisation des installations de chantier, conformes aux exigences du présent CCTP et au PGC,
- Validation des procédures d'exécution.

Le contrôle des points d'étapes mentionnés ci-dessus sera réalisé par le RTAIA et le CSPS de l'opération, à l'exception des missions de contrôles visuels qui seront réalisées par un technicien de la construction, mandaté par le maître d'ouvrage, disposant d'une certification valide.

Le titulaire prendra donc toutes les dispositions nécessaires pour intégrer dans leur planning d'exécution les interventions du technicien de la construction et du RTAIA et/ou faire une demande de prolongation de commande pour l'exécution de ses prestations.

4.12. Sûreté de fonctionnement - Exigences opérationnelles

Le titulaire du marché devra intervenir dans les délais prévus au marché sauf impératifs de fonctionnement de l'AIACP (et son antenne de Hyères). Dans le cas d'une incapacité de respect des délais, le titulaire doit faire une demande de prolongation/sursis de délais dûment justifiée.

4.13. Clauses définissant les contraintes techniques

4.13.1. Interfaces

Les consignations sont réalisées par l'AIACP (et son antenne de Hyères). Une fois celles-ci faites, le titulaire peut, si besoin, procéder aux raccordements dans les tableaux existants aux emplacements désignés par le chargé d'exploitation via le RTAIA (ou RSC).

Avant toute intervention dans le bâtiment, le titulaire devra demander la consignation par l'AIACP (et son antenne de Hyères) des équipements de systèmes d'intrusion et détection incendie.

4.13.2. Exigences concernant la conception et la réalisation

Le titulaire intégrera dès la conception du produit les exigences de santé et sécurité imposées par les directives CE applicables.

4.13.3. Exigences concernant la documentation (normes, documentation technique, réglementaire)

Se référer au(x) paragraphe(s) et chapitre(s) du présent document concernant la réalisation de la (des) prestation(s).

En sus :

Documents à fournir à la notification du présent marché :

- Demandes de contrôle primaire dûment renseignées et signées par tous les personnels amenés à intervenir sur le site au titre de cette prestation.

NOTA BENE :

- L'ensemble des rapports devra être transmis au RTAIA sous forme numérique ET 1 version papier.

- Les rapports devront respecter la charge graphique de l'AIACP qui sera transmise au titulaire à notification du contrat.

4.13.4. Exigences concernant le matériel contractuel associé à la prestation

Le matériel utilisé par le titulaire devra être en bon état de fonctionnement, conforme et vérifié par rapport aux normes en vigueur.

Les machines, appareils, outils, engins, matériels, installations fournis et utilisés par le titulaire ci-après désignés par les termes d'équipement de travail doivent être conçus et construits de façon que leur mise en place, leur utilisation, leur réglage, leur maintenance, dans ces conditions d'utilisation conformes à leur destination, n'exposent pas les personnes à un risque d'atteinte à leur sécurité et à leur santé.

4.14. Exigences d'assurance de résultats

4.14.1. Opérations de vérification de la conformité, d'acceptation et de réception des travaux

La réception sera prononcée par le chef du DPI après que le RTAIA ait vérifié que la prestation et les objectifs de résultat sont conformes aux exigences du présent CCTP et que le titulaire a fourni la documentation définie demandée au présent CCTP.

Un procès-verbal type EXE sera rédigé à l'issue de la réception.

4.15. Condition de livraison (préparation, stockage, transport, manutention) et d'emballage

Conditionnement : si un conditionnement s'avère nécessaire pour des matériels liés à la prestation, il sera à la charge du titulaire. Ce conditionnement devra protéger le matériel contre toutes dégradations extérieures (chocs, humidité, poussières, ...) et préserver ses performances ; son bon fonctionnement sera vérifié lors de sa (re)mise en service à l'AIACP (ou son antenne de Hyères).

Manutention : les chargements/déchargements et toutes opérations de manutention éventuelles seront à la charge du titulaire et s'effectueront sous sa responsabilité.

Transport : tout transport lié à la prestation sera à la charge du titulaire et s'effectuera sous sa responsabilité.

5. EXIGENCES DE MANAGEMENT

5.1. Exigences relatives à la structuration de la prestation

5.1.1. Management / organisation de la prestation

Le titulaire devra renseigner une fiche de management établi par l'AIACP (ou son antenne de Hyères).

5.1.2. Organigramme des tâches

Avant le début de l'intervention, le titulaire fournira au RTAIA un planning prévisionnel de réalisation de la prestation avec le nombre de jours d'arrêt si nécessaire.

5.1.3. Gestion de la configuration (maîtrise des évolutions et des modifications)

Toute modification de la prestation envisagée par le fournisseur doit être soumise à l'accord de l'AIACP (ou son antenne de Hyères) par l'intermédiaire du département achats, à l'attention de l'acheteur concerné.

5.1.4. Protection de la prestation (sécurité défense, sécurité des systèmes d'information)

Les renseignements collectés par le titulaire ont un caractère de confidentialité industrie.

Le titulaire s'engage à ne dévoiler sous aucun prétexte tout ou partie des renseignements relatifs à l'utilisation ou la technologie des installations techniques ou concernant l'activité de l'AIACP (ou son antenne de Hyères) d'une manière générale.

5.1.5. Système de management de la qualité

Le titulaire doit mettre en place les ressources humaines et matérielles permettant de garantir le respect des délais des prestations qui lui sont confiées.

6. EXIGENCE D'ASSURANCE DE LA QUALITÉ

6.1. Management des ressources

6.1.1. Ressources humaines (maîtrise des compétences)

Le titulaire a l'obligation de maîtriser les compétences de ses employés.
Il ne devra leur confier des opérations qu'après s'être assuré qu'ils en possèdent la qualification.

6.1.2. Maîtrise des autres ressources (infrastructure, environnement de travail)

Le titulaire devra s'assurer qu'il détient, lors de l'exécution du contrat, tous les moyens nécessaires à la réalisation de la prestation.

6.2. Réalisation du produit

6.2.1. Détermination et revue des exigences

Une revue de contrat après notification et avant démarrage des prestations, sera déclenchée à l'initiative de l'AIACP (ou son antenne de Hyères). Cette réunion aura lieu sur le site de l'AIACP (ou son antenne de Hyères). Elle permet de s'assurer que toutes les exigences du contrat ont bien été comprises par le titulaire. Ce dernier présente à cette occasion, l'organisation et les méthodes de travail qu'il aura mises en place pour la réalisation de ces prestations. Cette revue de contrat traite de la relecture du CCTP, CCAP et différentes pièces contractuelles.

6.2.2. Maîtrise de la conception et du développement (revues, vérifications, validations)

Le titulaire est un expert dans les domaines mentionnés dans ce CCTP et a, à ce titre, un devoir de conseil.
Pour ce faire, il doit informer et faire bénéficier à l'AIACP (ou son antenne de Hyères) de toute nouveauté ou évolution des normes ou de la réglementation relative aux fournitures et prestations, en précisant les références des textes et leurs origines.
Le titulaire est tenu d'observer, outre les spécifications de ce CCTP, les prescriptions légales ou réglementaires en vigueur.

6.3. Mesures, analyse et amélioration

6.3.1. Surveillance et mesures (audit interne, processus, produit)

Le suivi des prestations sera assuré par le RTAIA.

Il portera, en particulier, sur les thèmes suivants :

- Examen des conditions d'installation et de la qualité des fournitures,
- Respect des règles de l'art,
- Respect des normes en vigueur,
- Respect des règles relatives à la SST,
- Respect du présent CCTP.

6.3.2. Maîtrise du produit ou de la prestation non conforme

Toute dérogation aux exigences spécifiées doit faire l'objet d'une demande écrite adressée au Département Achats, à l'attention de l'acheteur concerné afin de faire suivre le circuit d'approbation interne à l'AIACP (ou son antenne de Hyères).

7. EXIGENCES DE MOYENS (INDUSTRIELS, D'ESSAIS ET CONTRAINTES D'UTILISATION)

Le titulaire a l'obligation de détenir lors de l'exécution du contrat tous les moyens nécessaires à la réalisation de la prestation.